

## **Chapitre II : De la participation politique à l'action armée : le FIS entre ouvertures d'opportunités structurelles, répression et radicalisation.**

Notre démarche consistant à analyser l'évolution de l'islam politique en Algérie — en insistant sur l'aspect idéologique autant qu'instrumental du recours à l'islam comme ressource politique —, est bien évidemment étroitement liée à la question cruciale du rôle de l'idéologie radicale dans le processus de radicalisation. La radicalisation de la pensée islamique chez certains courants de l'islam politique a contribué à l'émanation d'un corpus diversifié composé d'œuvres politico-religieuses, de textes religieux et même de programmes politiques tels que celui qui a été produit par le FIS. Cela dit, peut-on raisonnablement se permettre de conclure que ce corpus a été le générateur principal de la violence radicale exercée par une partie de la mouvance islamique algérienne ? Penser de la sorte ne réduirait-il pas à considérer trop hâtivement que cette pensée radicale a été le moteur du processus menant à l'entrée en radicalité chez les activistes de l'islam radical en Algérie ?

Annie Collovald et Brigitte Gaïti ont tenté d'attirer l'attention sur ce piège qui consiste à voir en toute idéologie émergente au cours d'un processus de radicalisation, un moteur de ce processus. Selon ces deux auteurs, l'idéologie ne serait que l'un des éléments qui le composent<sup>561</sup>.

Sur ce même point, D. Gaxie<sup>562</sup> et Timothy Tackett<sup>563</sup> rappelaient le caractère complexe et non linéaire des causalités amenant à une inclinaison vers l'extrémisme politique. Ainsi l'extrémisme politique peut prendre un cheminement graduel en partant aussi bien d'une ligne politique modérée que dure. En d'autres termes, l'engagement dans la violence radicale ne résulte pas forcément de l'acquisition d'une ligne politique, car il peut la précéder tout en s'inspirant d'elle, ce qui conduira à la poursuite du militantisme au sein d'un parti politique radical.

---

<sup>561</sup> Annie Collovald et Brigitte Gaïti, *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique* (Paris: La Dispute, 2006), p. 44.

<sup>562</sup> Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique* 27, n° 1 (1977), p. 123-154.

<sup>563</sup> Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple : comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires* (Paris: Albin Michel, 1997).

Partant de cette idée, comment ne pas s'interroger sur le triomphe de l'idéologie salafiste au début des années 1990 ? Comment peut-on expliquer la radicalisation du vote d'une grande partie des électeurs algériens ? Ce vote a-t-il été le résultat d'un engagement au sein de la mouvance islamique ? Ou est-ce juste la conséquence logique du triomphe d'une idéologie salafiste ?

Si nous connaissons aujourd'hui l'origine de l'islamisme algérien et le long cheminement qu'il a suivi pour se constituer en différentes tendances structurées, on connaît beaucoup moins en revanche les raisons de son ascension fulgurante et le glissement rapide d'une partie de sa mouvance vers l'action radicale. C'est en ce sens que nous tenterons d'apporter notre lecture à certains événements clés qui ont marqué le paysage politique algérien et ce, depuis que celui-ci a commencé à connaître un début d'ouverture (début des années 1980). Il ne s'agit pas ici d'aborder la crise politique algérienne dans sa globalité afin d'apporter des explications d'ordre général à son déclenchement. Il s'agit plutôt de faire apparaître les ressorts du jeu politique - lui-même étroitement lié aux sphères sociales et économiques - , et leur rôle dans « l'incubation politique » du FIS. En effet, s'il est possible d'identifier certaines conditions socio-économiques favorables au déclenchement de la contestation menée par ce parti islamique, cette contestation, une fois initiée, ne dépendait plus autant de ces préconditions, mais de sa dynamique propre. Comme Lilian Mathieu le rappelait, oublier l'hétérogénéité constitutive d'une mobilisation peut nous exposer à passer à côté de ce qui peut constituer l'un des moteurs les plus importants de son développement, de sa consolidation et de son délitement<sup>564</sup>. Ainsi comme nous l'expliquerons plus bas, les différentes tendances qui caractérisaient l'hétérogénéité au sein du FIS imposent que l'on s'intéresse à la dimension collective au sein de cette mouvance. De notre point de vue, la constitution du collectif au sein de ce parti politique ne va pas de soi, au contraire, la consistance de ce collectif doit être interrogée dans la mesure où le sens que devaient prendre ses différentes mobilisations n'a pas toujours fait l'objet de consensus et encore moins d'unanimité en son sein. Ainsi a-t-il été le cas, à titre d'exemple, lorsqu'il s'agissait de savoir si le parti devait participer aux premières élections communales de juin 1990 et aux élections législatives de juin /décembre 1991. Entre ceux qui voulaient mener la conquête du pouvoir sous l'étendard du djihad, ceux qui voulaient opérer une islamisation progressive au sein de la société algérienne, et enfin, ceux qui voulaient se lancer dans le jeu politique, l'enjeu réel au sein de la direction politique du FIS semble être, de notre point de vue, la question de

---

<sup>564</sup> Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux* (Bellecombe-en-Bauges: Éddu Croquant, 2011), p 13.

l'équilibre des forces au sein du parti. Mais si les dirigeants du FIS ont su pendant un moment, réguler le conflit au sein de leur parti, leur élimination du jeu politique à la veille de l'interruption du processus électoral en a fragilisé la cohésion<sup>565</sup>. C'est en ce sens que l'éclatement de ce parti semble nous fournir une piste sérieuse dans la compréhension de la logique de radicalisation entreprise par une partie de la mouvance islamique liée au FIS. En d'autres termes, nous pensons que la neutralisation politique du FIS a fini par libérer les énergies d'un courant qui était présent en son sein et pour lequel la violence demeurerait constitutive de sa logique revendicative.

En prenant comme unités d'analyse certains épisodes de conflits qui se sont déroulés à l'intérieur du FIS, mais aussi, d'autres épisodes de conflits qui ont opposé ce dernier au régime politique en place, on essaiera d'identifier les principaux mécanismes qui constitueront le processus par lequel la mouvance islamique a été amenée à adopter des répertoires d'action qui ont débouché sur un changement d'échelle. C'est-à-dire une aggravation du conflit et l'entrée dans l'action armée djihadiste, marquant l'entrée dans une guerre civile sanglante qui a duré près de dix années.

### **1. L'islamisme radical algérien, du mouvement social au parti politique.**

La prédominance réelle sur le terrain du front islamique du salut n'est pas apparue le jour de l'annonce de sa création en tant que parti politique. Son expansion à travers les réseaux sociaux de la mouvance islamique qui ont précédé son existence politique légale avait déjà préparé le terrain à sa suprématie dans l'art de la mobilisation sur le plan local, ce qui lui a valu sa large victoire acquise lors des premières élections communales organisées en juin 1990.

Cela étant dit, à notre sens, il demeure essentiel de revenir sur les contextes politique, économique et social, qui ont prévalu à la veille de l'émergence de l'islamisme en tant que force politique incontournable sur l'échiquier politique algérien. Effectivement, si les différents réseaux de mobilisation liés à l'islamisme ont pu tisser leur toile, et ont abouti à la domination de ce dernier sur les autres obédiences politiques, c'est en grande partie grâce à une série de circonstances socio-économiques favorables, ainsi qu'à une série de décisions tactiques prises par le régime politique en place, visant à réguler un champ politique en pleine ébullition. En entamant un jeu d'action et de réaction qui a mis aux prises la mouvance islamique et le pouvoir politique, mais aussi, des acteurs politiques à l'intérieur même du sérail du pouvoir, le

---

<sup>565</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens : entre les urnes et le maquis*, op.cit.

paysage politique algérien est entré dans une période où « la politique bouge très vite », pour reprendre l'expression de Charles Tilly et Sidney Tarrow. Ce processus a produit des changements spectaculaires, mais comme le soulignaient Tilly et Tarrow, ce genre de processus peut être aussi plus facilement récupéré et réprimé lorsque les autorités entreprennent de reprendre le contrôle de la situation<sup>566</sup>, et c'est précisément — comme nous le verrons plus loin — de cela qu'il s'agit dans le cas algérien.

### **1.1 Les disparités socio-économiques comme points de fixations pour les revendications politiques de la mouvance islamique.**

De notre point de vue, la centralité des contextes social et économique dans l'apparition des premières vagues contestataires, trouve tout son sens dans la fermeture du champ politique algérien. Pierre Robert Braduel nous rappelait à ce sujet que depuis l'indépendance de l'Algérie, et plus encore, depuis l'arrivée du président Boumediene au pouvoir (1965), une sorte de pacte social implicite s'était établi entre l'État algérien et son peuple. Ce pacte aurait permis aux individus de jouir d'une certaine sécurité qui incluait des droits sociaux comme ceux de l'éducation, de la santé et du logement, aux dépens de certaines libertés dont l'État se réservait le monopole ; il s'agissait notamment de l'exercice du pouvoir, de l'organisation, et de l'expression<sup>567</sup>. Cette équation qui voulait que l'on pût prétendre aux droits socio-économiques, mais pas aux droits politiques, a conduit selon nous à un processus d'acheminement des revendications dans les secteurs où celles-ci étaient permises ou tout au moins tolérées. À ce propos, Madjid Benchikh soulignait que même dans le milieu universitaire où le désir de changement était présent, la revendication politique sur le pluralisme partisan était minoritaire. L'enjeu réel résidait plutôt dans les possibilités d'ascensions sociales à travers l'abolition de l'article 120 du statut du FLN<sup>568</sup>. Cet article bloquait en effet l'accès aux fonctions de responsabilité dans tous les secteurs d'activités aux individus qui n'étaient pas membres du FLN. Smaïn Laacher est allé dans le même sens, en rappelant que, malgré le fait que les cadres algériens se trouvaient dans une position de dominés au sein même de l'espace social des dominants<sup>569</sup>, ils ne luttaient pas pour autant dans le but de déconstruire les rapports de

<sup>566</sup> Charles Tilly, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution* (Paris: Sciences Po, les presses, 2008), p 49.

<sup>567</sup> Pierre-Robert Baduel, « Editorial : L'impasse algérienne de la transition démocratique », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992): 7-19.

<sup>568</sup> Madjid Benchikh, « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992): p. 106 -115.

<sup>569</sup> Smaïn Laacher, analyse la société algérienne en distinguant deux champs séparés : celui des dominés regroupant les classes populaires et laborieuses et celui des dominants qui ne regroupe que ceux qui sont en

domination dans les rapports de classes, mais seulement pour acquérir des postes nobles, valorisés et légitimes ; conforme aux exigences de « l'idéologie développementiste » du pouvoir techno-bureaucratique, qui fondait son discours sur la compétence technique et la science pour en faire un instrument de légitimation du pouvoir<sup>570</sup>.

Nombreux ont été les auteurs à avoir mis l'accent sur l'aspect social et économique des mobilisations qui ont caractérisé l'Algérie des années 1980<sup>571</sup>. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où l'on commençait à observer la formation d'une classe ouvrière, de nouvelles classes moyennes et de syndicats<sup>572</sup>. Dès lors, il était permis de penser que ces différentes classes auraient pu, à moyen terme, affirmer leur existence et s'imposer en tant que mouvements sociaux ayant une aspiration à l'ouverture du champ politique. Cette éventualité commençait en effet à se confirmer avec la multiplication des grèves ouvrières au sein des usines publiques, la création d'associations, et les mobilisations syndicales<sup>573</sup>.

**Tableau 6 : / les luttes sociales enclenchées par les mouvement ouvriers (1976-1982).**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
<b>Conflits et malaises</b>	456	1747	553	1334	1562	1215	1169
<b>Grèves</b>	190	521	323	696	922	819	790
<b>Pourcentage grèves/ conflits</b>	40%	45,4%	58,5%	52,5%	59%	67,3%	67,8%

Source : Taleb Abderrahim - Les rapports Parti-Syndicat en Algérie à travers l'application de l'article 120 des statuts du FLN, Op.cit.

position de détention du pouvoir ou susceptibles d'être en position de prétention à celui-ci, il s'agit en l'occurrence des intellectuels, des cadres, des classes moyennes, de la bourgeoisie privée, et de la bureaucratie d'État. Voir : Smaïn Laacher, *Algérie : réalités sociales et pouvoir* (Paris: l'Harmattan, 1985), p. 136.

<sup>570</sup> Ibid., p. 136.

<sup>571</sup> Parmi eux, on peut citer Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb: perspective comparée* (KARTHALA Editions, 1999), Amar Benamrouche, *Grèves et conflits politiques en Algérie* (KARTHALA Editions, 2000), Ali El-Kenz, « Algérie, les deux paradigmes », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 68, n° 1 (1993): 79-86 et Kamel Rarbo, *L'Algérie et sa jeunesse: marginalisations sociales et désarroi culturel* (Editions L'Harmattan, 1995).

<sup>572</sup> Ali El-Kenz, « Algérie, les deux paradigmes », op.cit.

<sup>573</sup> Taleb Abderrahim - *Les rapports Parti-Syndicat en Algérie à travers l'application de l'article 120 des statuts du FLN* . - in Hubert Michel; Maurice Flory (sous la responsabilité de) - *Annuaire de l'Afrique du Nord* - Centre national de la recherche scientifique; Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) - Paris , Éditions CNRS , 1984 , pp. 183-196 , Vol. 21 (1166 p.)

Cependant, alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que les différentes forces démocratiques existantes en Algérie récupèrent ces revendications, les canalise et leur donne un sens politique, c'est au contraire la mouvance islamique qui a pris le leadership dans la mobilisation des masses. Cela dit, ce qui a attiré le plus notre attention sur ce point précis, c'est le fait que celle-ci a pu mobiliser les masses là où aucune autre force d'opposition politique n'est parvenue à le faire auparavant : nous pensons notamment aux quartiers populaires, aux quartiers défavorisés et aux bidonvilles qui ceinturent les grandes villes algériennes (*cf. infra*).

Durant la guerre d'Indépendance, le FLN avait réussi à créer une mobilisation dans les grandes villes autour de la cause indépendantiste. L'exemple des émeutes du 11 décembre 1960, qui ont pris leur départ de Diar Al Mahçoul<sup>574</sup>, - quartier défavorisé construit par les autorités coloniales sur les hauteurs d'Alger - démontre que ce parti nationaliste a su lui aussi mobiliser les populations des quartiers précaires, mieux que n'ont pu le faire les autres partis nationalistes (ENA, PCA, PPA, MTLD, MNA) qui ont animé la scène politique de l'Algérie préindépendante (voir chapitre I). Or, ce qui attire notre attention ici, c'est que dans les deux cas (FIS ou FLN révolutionnaire), nous retrouvons des champs politiques qui paraissent contenir en leur sein un espace des mouvements sociaux riche par sa diversité. Mais ces mouvements sociaux sont finalement absorbés de manière partielle ou totale par un acteur/parti politique, ne laissant place à chaque fois, qu'à deux principaux protagonistes : les autorités coloniales et le FLN dans le premier cas, l'État algérien (l'État FLN) et le FIS dans le deuxième cas. Cette capacité de mobilisation contestataire chez les partis algériens non démocratiques, nous interpelle à plus d'un titre. Il apparaît en effet qu'en Algérie, les partis politiques à forte charge idéologique, adoptant une pensée unique marquée par la tradition religieuse, semblent le plus à même de tirer profit d'une situation sociale et économique défavorable subie par la population. Nous avons déjà expliqué dans le chapitre précédent comment le FLN avait fait usage d'une idéologie nationaliste et islamo-populiste pour mobiliser les masses autour du combat pour l'indépendance. Mais nous avons bien vu aussi que cette idéologie a fini par faire face à la réalité sociale et économique d'une Algérie indépendante, où les populations étaient plus soucieuses de prétendre à l'éducation, au travail et au logement que d'aspirer à des revendications purement politiques. Le populisme idéologique qui a prévalu durant la guerre de libération ne pouvait plus donc durer après l'indépendance du pays. Tout comme le nationalisme ne suffisait plus pour faire face aux défis

---

<sup>574</sup> La ville absente, Abdenour Djelouli, in Avec l'Algérie, Revue Esprit, janvier 1995, n°208, p. 48-61.

bien plus complexes que la guerre, en l'occurrence les défis économiques qui se posent à l'État algérien désireux de rattraper le retard accumulé vis-à-vis des autres pays industrialisés<sup>575</sup>.

C'est principalement sur ce volet économique que la mouvance islamique est venue construire sa propre idéologie populiste. Non pas en remettant en cause les stratégies économiques du gouvernement, mais en critiquant l'incapacité de ce dernier à les mettre en pratique. Ainsi les dirigeants de cette mouvance considéraient l'élite politique en charge du pouvoir, comme inapte à conduire la stratégie économique telle qu'elle a été annoncée dans le discours populiste prônant le socialisme et l'industrie industrialisante<sup>576</sup>. Quand le régime politique échoue à satisfaire les demandes socio-économiques, son pouvoir politique se voit par conséquent remis en cause, car il se retrouve dans l'incapacité d'honorer le pacte social, « sécurité contre liberté ». Si l'on se penchait sur le programme politique et économique du FIS, l'on s'apercevrait comme l'a déjà souligné Lahouari Addi, que le F.I.S n'a pas apporté d'innovations significatives en matière de stratégie de gestion économique du pays<sup>577</sup>. Son programme économique correspond étonnamment à celui que le FLN a mis en place depuis des décennies. C'est probablement pour cette raison que l'essentiel des critiques de la mouvance islamique à l'égard du FLN convergeait vers l'idée que l'échec de l'application efficace du socialisme en Algérie résidait dans l'éloignement des élites au pouvoir de la morale religieuse. Selon cette logique, le socialisme musulman<sup>578</sup> était le seul à pouvoir garantir la justice et l'équité dans la redistribution des ressources. Ce socialisme musulman souvent plus connu sous le nom de socialisme spécifique se présentait donc comme une alternative

---

<sup>575</sup> Damien Helie, « L'autogestion industrielle en Algérie », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* 6, n° 1 (1969), p. 113-126.

<sup>576</sup> Ce modèle économique algérien a été porté par l'essor des théories dites du développement. Il s'agit notamment de l'industrialisation engagée par ce pays afin de rattraper son retard économique et technologique vis-à-vis des pays industrialisés. Pour ce faire, les décideurs algériens ont adopté l'option dite de « l'industrie industrialisante » en s'imprégnant de la théorie de G. Destanne de Bernis. Selon ce concept, le développement économique repose sur une industrie de base (une industrie lourde) qui devrait à terme produire un effet d'entraînement des autres secteurs d'activités économiques. Pour plus de détails, voir notamment la thèse publiée de : Yasmine Boudjenah, « Algérie, décomposition d'une industrie : la restructuration des entreprises publiques, 1980-2000 l'Etat en question » (L'Harmattan, 2002), p 20 et 66. Voir aussi : Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance* (Paris: Ed La Découverte, 1995), p 20.

<sup>577</sup> Lahouari ADDI, *L'Algérie et la démocratie: Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine* (La Découverte, 2010), p 105.

<sup>578</sup> Le socialisme en tant qu'option économique en Algérie, n'a jamais constitué une tendance uniforme. Il se déclinait en effet, en deux principaux pôles ; le premier étant le socialisme d'inspiration marxiste et le deuxième étant le socialisme arabo-musulman. Ces deux pôles ont coexisté à l'intérieur de l'État depuis l'indépendance du pays. Mais si durant les 5 premières années de l'indépendance de l'Algérie, le socialisme musulman semblait prendre le dessus, l'arrivée de Boumediène au pouvoir en 1965 a donné un autre souffle au socialisme d'inspiration marxiste. D'où la publication du fameux ouvrage de Abdelatif Soltani : « le mazdakisme à l'origine du socialisme » (voire chapitre I), qui s'est imposé comme le manifeste du mouvement islamique algérien.

incontournable au socialisme marxiste<sup>579</sup> habituellement qualifié de « scientifique »<sup>580</sup>. S'il est vrai que cette situation démontre la permanence du populisme dans l'imprégnation de la perception du politique en Algérie, elle nous renseigne aussi sur le caractère changeant du contenu même de ce populisme. Il passe ainsi comme le notait L. Addi d'une forme sécularisée à une forme religieuse. Alors qu'avec le FLN, on est passé d'une idéologie centrée sur le resserrement des rangs à une idéologie visant à servir de justification pour la conservation du pouvoir, la mouvance islamique est venue en revanche, reprendre l'idéologie existante en la réanimant par une expression religieuse<sup>581</sup>. Il convient maintenant de se demander à quelles logiques obéit la rupture de forme dans le contenu de ce populisme qui perdure ? Notre idée de départ, qui consiste à dire que le volet socio-économique demeure la matrice centrale d'où partent les principales revendications — en l'absence d'un champ politique ouvert —, nous amène à revenir sur les aspects concrets des conditions sociales et économiques à l'origine de la récupération politique de ces revendications par la mouvance islamique.

### 1) Choc de la modernité et remise en cause de la tradition sociale : un stimulant pour le discours politico-religieux

*« Les modernistes ont tort, non pas par rapport aux doctrinaires islamistes, mais par rapport aux masses enracinées dans le sacré et peu disposées à renoncer à leur foi en échange d'une modernité d'autant plus suspecte qu'elle ne profite qu'aux "profiteurs" ; les traditionalistes ont tout à fait raison, aux yeux des masses ancrées dans le culte de l'islam ancestral et du terroir, de vilipender les modernistes, non parce que ceux-ci prêchent pour le progrès, mais parce qu'ils répandraient une culture exogène porteuse de germes de dissolution ou de perversion de l'âme islamique. C'est pour n'avoir pas tenu compte de l'enracinement des masses dans leur foi que les modernistes ont été dépassés, puis énergiquement combattus, par l'élite traditionnelle qui vit presque immergée dans les masses comme un poisson dans l'eau »<sup>582</sup>. Ahmed Rouadjia.*

S'il y a bien des notions devenues désormais incontournables lorsque qu'il s'agit notamment du discours sur la personnalité algérienne et de son identité, ce sont sans ambages,

<sup>579</sup> Damien. Helie avait raison de souligner que le marxisme en Algérie n'avait pas d'existence en tant que doctrine cohérente adoptée par l'État, mais existait seulement à l'état diffus. À tel point que son influence allait bien au-delà du secteur des marxistes dont le nombre était en réalité très restreint.

<sup>580</sup> Damien Helie, « L'autogestion industrielle en Algérie », op.cit.

<sup>581</sup> Lahouari ADDI, De la permanence du populisme algérien, Université d'Oran, In *Revue Peuples méditerranéens* « Algérie vers l'État islamique ? », n° 52-53, pp. 37-46, juillet-décembre 1990

<sup>581</sup> Ali El-Kenz, « Algérie : les enjeux d'une crise », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992): 21-28.

<sup>582</sup> Ahmed Rouadjia, *Grandeur et décadence de l'État algérien* (Paris: Karthala, 1994), p 74-75.

celles qui se présentent sous la dichotomie modernité/tradition<sup>583</sup>. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad ont été parmi ceux qui sont parvenus sans doute le mieux à rendre compte de cette opposition (mais aussi parfois de la complémentarité) entre tradition et modernité au sein des pratiques et conduites sociales de l'individu algérien<sup>584</sup>. Cette coexistence de ces deux notions au sein de la société algérienne, a produit une ambiguïté profonde dans les comportements sociaux, à tel point que chaque comportement permet de faire l'objet d'une double lecture, dans la mesure où il porte en lui deux logiques différentes, en l'occurrence celle qui tend à préserver la tradition et celle qui aspire à la modernité. Sur ce sujet précis, Bourdieu avait tenté d'apporter des explications dans une de ses analyses, en se concentrant sur l'exemple de la modernisation violente des campagnes algériennes<sup>585</sup> et son impact sur la condition paysanne (dépaysement, abandon des terres agricoles... etc.). Mais en réalité, dans tous les autres domaines de l'existence, ce sont les mêmes contradictions qui apparaissent ; une société traditionnelle aux prises avec la logique de la modernité : « *il s'ensuit que le comportement, les attitudes ou les opinions apparaissent comme des fragments d'une langue inconnue, incompréhensible aussi bien de celui qui ne connaîtrait que la langue culturelle de la tradition que celui qui ne se référerait qu'à la langue culturelle de la colonisation* »<sup>586</sup>. Il en résulte que la tradition s'affaiblit à mesure que la modernisation s'impose, sans que cette dernière ne soit pour autant assimilée, du moins par les couches sociales les plus dépourvues de capital scolaire et culturel<sup>587</sup>.

À sa manière, Ali El Kenz a tenté de nous éclairer sur cette idée en insistant sur l'affaiblissement et l'émiettement de la tradition qu'il a expliqués par le caractère destructeur et déracinant (au sens de Bourdieu) du fait colonial et de l'imposition de la modernisation à marche forcée sous le slogan socialiste de « l'industrie industrialisante » colportée par la nouvelle élite au pouvoir depuis l'Indépendance<sup>588</sup>. Cette opposition entre un pôle traditionaliste relativement pauvre en contenu et ce que J. Favret appellerait « un excès de modernisation »<sup>589</sup> a conduit à l'émergence d'une résistance très pauvre, aussi bien de par son

<sup>583</sup> Smain Laacher, *Algérie : réalités sociales et pouvoir* op.cit, p. 35.

<sup>584</sup> Selon Bourdieu et Sayad, cette « coexistence des contraires » (entendre par là : modernité et traditionalisme) peut être perçue de manière plus significative dans le milieu paysan de l'Algérie coloniale et postcoloniale. Pierre Bourdieu, *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (Paris: Éd de Minuit, 1964), p. 161-220.

<sup>585</sup> Pierre Bourdieu, *Le désenchantement du monde: travail et travailleurs en Algérie* (Centre de Sociologie Européenne, 1966).

<sup>586</sup> Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, *Le déracinement*, op.cit, p. 163.

<sup>587</sup> Smain Laacher, *Algérie : réalités sociales et pouvoir* op.cit.

<sup>588</sup> Ali El-Kenz, « Algérie, les deux paradigmes » op.cit.

<sup>589</sup> Jeanne Favret : « *Le traditionalisme par excès de modernité* », Archives européennes de sociologie, VIII, 1967, pp. 71- 93.

corpus textuel, que par les schèmes culturels religieux auxquels elle se réfère. À ce titre, il n'est pas étonnant, comme le notait A. El Kenz, que la majorité des Algériens aient suivi massivement le discours religieux de la mouvance islamique à la veille des premières élections pluralistes de l'Algérie indépendante (1989-1990) : cette majorité d'Algériens n'a pas suivi ce discours « ... *parce qu'elle le comprend — elle ne le comprend pas, elle n'a pas assez de culture religieuse pour le comprendre —, mais elle suit ceux qui agitent les grands symboles de la religion, seuls éléments du patrimoine à avoir survécu à 130 ans de colonisation, précisément parce qu'elle n'a pas assez de culture religieuse !* »<sup>590</sup>.

De ce qui précède, nous voulons en fait arriver à l'idée selon laquelle, le contexte de domination économique et sociale imposée par l'élite progressiste au pouvoir depuis 1962, a abouti à la transformation de la tradition en traditionalisme. En d'autres termes, à une réinterprétation de la tradition par un acteur politique émergent, la mouvance islamique. Ce traditionalisme qu'on peut qualifier d'« hyper sacralisé », incarné par l'islamisme, peut selon nous être considéré comme idéologique dans la mesure où sa tendance à exalter la religion ne s'insère pas dans une série de mesures spécialement conçues pour apporter des solutions concrètes aux problèmes socio-économiques du pays, mais comme une vérité absolue, imprégnée des traditions sacrées de l'islam. Ce qui conférerait à l'idéologie de l'islamisme algérien émergent, un statut de supériorité par rapport à l'idéologie socialiste incarnée par l'élite « athée » aux commandes du pouvoir. Cette vision de la supériorité de l'« idéologie islamique » et de la primauté de la tradition sacrée dans la gestion de la société se perçoit aisément dans le discours tenu par les militants de l'islamisme radical qu'on a pu interviewer : « *À chaque fois qu'un musulman se perd dans la vie, qu'il ne sait plus où donner de la tête, il revient à la vérité, à ce à quoi nos ancêtres ont eu recours avant nous, et à ce à quoi leurs propres ancêtres ont aussi eu recours [...] c'est comme ça, l'islam a toujours été la vérité, si tu reviens à lui, tu es sauvé, si tu t'en écarter nar djahanem taklek (l'enfer te brulera) [...], c'est comme ça avec les États aussi, s'ils appliquent les lois de l'athéisme, leurs peuples seront mauvais et leurs mœurs se dégraderont... et en tant que dirigeant, tu en seras responsable*»<sup>591</sup>

*« L'islam est un tout, il est complet, c'est un vrai manuel de la vie, il gère la vie quotidienne, l'autorité, l'économie, les mœurs [...], pas la peine d'importer ce qui ne peut fonctionner chez nous !*

<sup>590</sup> Ali El-Kenz, « Algérie, les deux paradigmes », op.cit.

<sup>591</sup> Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, âge 56 ans, profession : commerçant, niveau d'étude (1<sup>ère</sup> année lycée). (2008 et mai 2011)

*le petit peuple est musulman, il ne comprend que le langage de l'islam, alors pourquoi lui parler avec un langage qu'il ne connaît pas et qu'il ne comprend pas ?!* »<sup>592</sup>.

*« [...]L'islam est une religion de justice et de fraternité, je ne pense pas qu'on puisse se sentir opprimé, lésé, différent des autres... etc. dans un pays qui applique la charia. En tout cas, on ne sera plus riche de la même manière, ni pauvre de la même manière... ; je veux dire au même degré ou à la même échelle. Le gouverneur (Al Hakem) dans un régime islamique ne fait qu'appliquer les lois islamiques et les lois islamiques sont justes»*<sup>593</sup>.

Ce discours, même s'il idéalise la tradition, ne s'enferme pas pour autant dans un rejet catégorique de toutes les stratégies économiques ou de pratiques concrètes déjà mises en œuvre par les institutions économiques en place. Marc Mangenot notait par exemple, que l'islam politique ne s'opposait pas à l'industrie en soi, mais à la diffusion des mœurs occidentales jugées moralement dégradantes, et aux idées marxistes assimilées à « l'athéisme soviétique »<sup>594</sup>. Pour ce même auteur, la croyance en l'islam est suffisamment forte dans un pays comme l'Algérie pour que le discours qui lui est lié soit écouté. Mais Mangenot ne croyait certainement pas si bien le dire, en paraphrasant un rapport remis au Ve congrès du FLN en 1984 : « Chadli, d'une certaine manière, entend la critique; le débordement politique par les islamistes n'est pas une hypothèse à écarter d'un revers de main, et la répression qui se développe à leur rencontre s'accompagne de la réaffirmation que « l'Islam est l'âme et le fondement de notre nation et de notre culture »<sup>595</sup>.

Cette idéologie fondée sur l'exaltation de la tradition religieuse a toujours posé un problème de fond au régime politique algérien. Elle provoque en effet un conflit de compétence entre l'État et la religion. Lahouari Addi expliquait ceci par le fait que l'État algérien, depuis sa création, a voulu s'approprier les prérogatives qui ont toujours relevé de la compétence du religieux. Ceci a débouché inévitablement sur un conflit ayant comme enjeu « le contenu et les limites de la souveraineté revendiquée par l'État qui met en cause l'allégeance à la tradition »<sup>596</sup>. Si ce conflit prend l'allure d'une confrontation entre les élites au pouvoir et une partie de la société algérienne, c'est essentiellement dû au fait que, dans les sociétés de

<sup>592</sup>Entretien avec Rachid, ancien militant du FIS, âge : 66 ans, profession : fonctionnaire, niveau d'étude terminal (lycée). (mai 2011)

<sup>593</sup>Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, âge : 58 ans, profession commerçant, niveau d'étude : licencié de l'université algérienne. (mai 2011).

<sup>594</sup> Marc Mangenot, « Le malentendu industriel : le cas de l'Algérie », *Tiers-Monde* 25, n° 100 (1984), 735-748.

<sup>595</sup> Ibid.

<sup>596</sup> Lahouari ADDI, "De la permanence du populisme algérien", op.cit.

traditions islamiques (du moins sunnite), il n'y pas d'institution religieuse incarnant l'autorité de la religion sur la société<sup>597</sup>.

De notre point de vue, ce choc entre modernisme progressiste et traditionalisme islamique, traduit amplement cette volonté chez des acteurs en concurrence pour la conservation ou la prise du pouvoir, de mobiliser les corpus idéologiques qui vont constituer des schèmes interprétatifs servant à légitimer le pouvoir politique. Ainsi, pour l'élite moderniste, le traditionalisme islamique reste le seul responsable du déclin que le monde musulman connaît, car il marginaliserait un élément essentiel qui est la raison. Il n'y a qu'à lire l'ouvrage d'un des hommes clés du pouvoir algérien depuis l'indépendance du pays, Réda Malek<sup>598</sup>, pour se rendre compte de la posture que tient cette élite gouvernante vis-à-vis de la mouvance islamique et de son recours constant au traditionalisme islamique. Dans *Tradition et révolution*, Réda Malek affirme que les revendications qui s'acharnent à mettre en avant la tradition islamique comprise comme un moyen de retour à l'authenticité constituent un obstacle majeur à la construction de l'État algérien. Pour dépasser cet obstacle, il n'existerait pas d'autres solutions que d'écarter la pensée traditionnelle ancrée dans le sacré et de la remplacer par la pensée moderne basée sur la raison humaine et la science en s'imprégnant des progrès réalisés par l'occident dans ce domaine. Il faudrait en somme, libérer les consciences du sacré et leur rendre leur autonomie<sup>599</sup>. Cela dit, il ne s'agit pas ici d'évacuer l'islam en niant sa place et son rôle supposé autant dans la cohésion sociale que dans la légitimité de l'exercice de pouvoir. En effet, on a bien expliqué précédemment que l'islam est toujours resté un instrument incontournable pour les élites politiques algériennes dans la légitimation du pouvoir. Ce dont il s'agit en revanche, c'est d'une différence dans l'interprétation de ce rôle. Quand la première interprétation prétendait vouloir insuffler à l'islam un modernisme compatible avec les progrès du vingtième siècle, la deuxième prétendait refléter le mieux la conception dominante de l'islam au sein de la société algérienne, à travers une lecture littéraliste<sup>600</sup>. C'est dans ce même sens que Lahouari Addi est venu insister sur la nécessité d'écarter l'idée reçue selon laquelle, le conflit qui a opposé les dirigeants politiques algériens et

---

<sup>597</sup> Ibid.

<sup>598</sup> Réda Malek est un homme politique très influent sur la scène politique algérienne. De mai 1961 à mars 1962 il a été porte-parole de la délégation algérienne aux négociations des accords d'Evian, il a également assumé des fonctions diplomatiques en qualité d'ambassadeur d'Algérie en ancienne Yougoslavie (1962-1964), France (1965-1970), ancienne URSS (1970), États-Unis (1979), Grande-Bretagne (1982). Il a été ensuite ministre des Affaires étrangères (février 1993), premier ministre du gouvernement algérien (d'août 1993 à avril 1994), et président du parti ANR (Alliance Nationale Républicaine) de 1995 à 2009. Enfin, il est l'auteur de nombreux ouvrages.

<sup>599</sup> Réda Malek, *Tradition et révolution: le véritable enjeu* (Editions Bouchène, 1991).

<sup>600</sup> Ahmed Rouadja, *Grandeur et décadence de l'État algérien*, op.cit, p 74.

la mouvance islamique serait de nature religieuse, car il n'opposait pas des croyants à des non-croyants, mais deux acteurs politiques usant de manière différente de la religion en tant que ressource, ce qui en fait un conflit de nature politique<sup>601</sup>. Si les masses se sont mises à suivre le discours de l'islamisme et se sont démarquées du discours de la modernité prôné par le courant des «laïcs», c'est parce que comme l'écrivait A. Roudjia, cette modernité se révélait être d'un accès difficile si ce n'est impossible<sup>602</sup>. Il s'agit ici de ce que M. Mangenot nommait le « malentendu socialiste » : « *le malentendu entre ce qu'annonce le projet d'industrialisation (autonomie d'une production algérienne élargie) et ce qu'il produit (éclatement des espaces traditionnels, distorsions sociales et même une plus grande dépendance externe)* »<sup>603</sup>. Pour notre part, il semble que le discours traditionaliste de l'islam politique est venu construire ses arguments sur ce malentendu socialiste, autrement dit, sur l'échec de l'État algérien à mettre en pratique sa politique économique visant à produire le maximum possible pour assurer l'amélioration du niveau de vie des populations. Si le discours moderniste a échoué précisément là où il a prétendu pouvoir venir apporter des solutions, il n'est guère étonnant que le discours qui lui est opposé (le traditionalisme) saisisse la fenêtre d'opportunité que lui offre le vide laissé par la désillusion de « l'industrie industrialisante ». C'est de là que découle sans doute la rupture de forme dans le contenu du discours populiste, car si le discours développementaliste a prouvé son déphasage avec la réalité sociale et économique du pays, le discours islamique apparaissait quant à lui, comme une alternative sérieuse, car celle-ci entendait préserver l'univers culturel, social et traditionnel de l'individu algérien contre la violence du choc causé par la logique de l'industrialisation et l'organisation du travail qu'elle implique.

## 2) Le désenchantement économique, quelle influence sur l'« islamisation » de la société ?

*« Il y a plus d'une décennie, dans les années 1970, l'Algérie était classée par de nombreux observateurs africains, arabes et occidentaux comme un modèle à suivre pour sortir du sous-développement. Mais en quelques années, ce pays qui paraissait être dans l'antichambre de la modernité bascule brutalement dans un cycle d'involution et de régression tel qu'il est devenu un des points d'ancrage de l'intégrisme religieux et le candidat africain le plus plausible pour une révolution islamiste<sup>604</sup> ». Ali El Kenz*

<sup>601</sup> Lahouari ADDI, « De la permanence du populisme algérien », op.cit.

<sup>602</sup> Ahmed Rouadjia, *Grandeur et décadence de l'État algérien*, op.cit p 74.

<sup>603</sup> Marc Mangenot, « Le malentendu industriel : le cas de l'Algérie », op.cit..

<sup>604</sup> Ali El-Kenz, « Algérie, les enjeux d'une crise », op.cit.

Ce passage écrit par El Kenz en 1992 a mis le doigt sur ce que l'on pourrait considérer comme étant l'une des plus grandes erreurs d'analyse qui ont été faites sur le modèle de développement économique algérien<sup>605</sup>. Il n'a d'ailleurs pas été le seul à le faire, car bien d'autres auteurs<sup>606</sup> n'ont pas manqué de rappeler les différentes expressions employées dans les années 1970 pour qualifier ce modèle économique de : « dragon africain », « dragon méditerranéen », « le Japon de l'Afrique », ou « phare du tiers monde »... !.

L'échec de la politique développementiste algérienne se retrouvera comme nous le verrons plus bas, au centre des critiques que le discours islamique émettra à l'encontre de la gestion économique du pays menée par le pouvoir en place.

Pourtant, si l'on se penchait un peu sur le programme du FIS, mais aussi, sur une quantité de littérature publiée par les revues et journaux qui étaient liés à ce parti<sup>607</sup>, on s'apercevrait que ce qui était remis en cause n'était pas tant la stratégie économique suivie par l'État, mais les normes et les valeurs qui accompagnaient cette stratégie de développement. En d'autres termes, il ne s'agissait nullement de rejeter les progrès scientifiques et techniques importés des pays développés, mais de s'en inspirer tout en les débarrassant du « matérialisme occidental » qui les incarnait. Ceci, afin que la problématique du développement ne soit plus posée conformément à une vision purement économique, mais en prenant en compte l'aspect traditionnel et culturel d'un pays musulman comme l'Algérie<sup>608</sup>.

Il semble en tout cas que la mouvance islamique se soit davantage focalisée sur la nécessité de proposer une alternative efficace à l'idéologie dominante (modernisme progressiste), que d'apporter des solutions économiques innovantes en rupture avec les anciennes pratiques économiques de « l'industrie industrialisante ». Cela consiste essentiellement à expliquer l'échec économique non pas uniquement par des causalités économiques empiriquement objectivables, mais aussi, par l'éloignement vis-à-vis des

---

<sup>605</sup> Ali El Kenz admet d'ailleurs lui-même s'être trompé sur le devenir économique de l'Algérie et se pose même la question : « comment se fait-il que nous nous soyons tous trompés à ce point ? ». Ali El Kenz, « Algérie, les deux paradigmes », op.cit.

<sup>606</sup> Rachid Tlemçani, « Les conditions d'émergence d'un nouvel autoritarisme en Algérie », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 72, n° 1 (1994): 108-118. Luis Martinez, « la rente pétrolière en Algérie ; de Boumediène à Bouteflika », *Moyen-Orient n° 1, Août-Septembre 2009*. Pierre Robert Baduel, « l'impasse algérienne de la transition démocratique », op.cit. Abderrahim Lamchichi, *L'Algérie en crise: crise économique et changements politiques* (Editions L'Harmattan, 1991).

<sup>607</sup> Notamment la revue *Al Mounquid*.

<sup>608</sup> Bachir Mustapha, « Une réforme économique selon des critères islamiques », *Revue Al Irchad*, avril-mai 1990.

préceptes de l'islam. Nous pouvons résumer cette idée de la manière suivante : « aucune stratégie économique, aussi ingénieuse soit-elle, ne peut arriver à hisser un pays musulman vers le progrès et le développement escomptés, si l'élite dirigeante qui conduit les affaires du pays entreprend de s'écarter de la charia ».

Il n'y a qu'à revenir au contenu du texte concernant le programme politique du FIS, pour se rendre compte de cet aspect de la sacralisation du domaine économique : « *En définissant les facteurs qui influent négativement ou positivement sur le secteur agricole, le Front islamique du salut ne cherche qu'à fournir de simples éléments de causalités relevant d'ici bas. Cela dit, en réalité, il sait que la volonté du peuple algérien de revenir à l'islam sera celle qui lui fera gagner la grâce d'Allah, car Allah le tout puissant nous récompensera de ses richesses et de son bétail. Allah n'a-t-il pas dit : [si les habitants des cités avaient cru et avaient été pieux, nous leur aurions certainement accordé des bénédictions du ciel et de la terre<sup>609</sup>] (...) »<sup>610</sup>.*

Cela dit, nous n'entendons pas par là que le programme du FIS n'ait pas tenté de concevoir de solutions économiques au développement du pays. Car en effet, il y est fait par exemple mention de création d'emploi à travers l'encouragement des petites et moyennes entreprises, de revoir les politiques douanières, de mettre en place des usines pilotes dédiées à la recherche scientifique et technologique... etc. Mais ces solutions ne constituaient guère de nouveautés relevables, notamment si l'on tient compte des réformes entamées par le pouvoir depuis le début des années 1980, et surtout par le gouvernement réformateur de Mouloud Hamouche depuis septembre 1989.

Ce qui semblait être le plus important pour les dirigeants du FIS, c'est qu'ils puissent être en mesure de proposer un programme économique alternatif, non pas par son contenu, mais par l'idéologie qui le sous-tend, car cette dernière serait la garante du succès de la mise en œuvre de ce programme. L'idée ici est donc de partir d'un constat d'échec tiré de la réalité économique du pays et de l'imputer à la faillite de l'idéologie dominante colportée par l'élite au pouvoir. Bien entendu, il n'est pas de notre ressort de mesurer ou d'expliquer dans les détails et dans des termes économiques, la faillite du modèle développementiste auquel il est fait allusion ici, car là n'est pas notre sujet. Néanmoins, on ne peut ignorer l'incidence de ce modèle économique sur les structures sociales en Algérie, car de notre point de vue, il a

---

<sup>609</sup> Coran, sourate de Jonas, verset n° 96.

<sup>610</sup> Programme politique du FIS, traduit de la langue l'arabe, p. 21

paradoxalement constitué l'un des principaux facteurs de facilitation à la « réislamisation<sup>611</sup> » d'une partie de la société algérienne. Ceci rejoint l'idée selon laquelle l'islamisme peut être considéré comme un produit de la modernité ; comme le disait A. Lamchichi, ce produit est « certes ambivalent et paradoxal de cette modernité, une modernité honnie dans le discours, mais désirée, ne serait-ce que par les biens de consommation inaccessibles<sup>612</sup> ». Dans *Islam, islamisme et modernité*, Lamchichi va encore plus loin en expliquant que l'islamisme radical qui s'est développé dans les pays arabes à la charnière des années 1970-1980, n'est que la conséquence des erreurs accumulées par ces pays depuis leurs indépendances. L'Algérie à l'instar des autres pays arabes, a aussi cumulé ses propres erreurs causées par les dérives de « l'industrie industrialisante » qui dans l'échec de sa mise en œuvre, a engendré désarticulation et marginalisation sociales<sup>613</sup>. Un contexte qui selon nous constituera un facteur essentiel dans l'adhésion de nombreux jeunes algériens sans réelle perspective d'avenir aux idées de l'islamisme.

Dans sa stratégie développementiste, l'État algérien avait en effet entrepris de créer des sociétés nationales puissantes dans chaque secteur industriel. Celles-ci seront appelées à devenir les piliers de l'économie algérienne et ne manqueront pas de modifier profondément le paysage social et spatial du pays, dans la mesure où ce programme d'industrialisation a créé massivement des emplois à travers tout le territoire national<sup>614</sup>, comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 7 : Progression des effectifs dans l'emploi industriel en Algérie (1962-1975)**

Années	Nombres de salarié de l'industrie
1962	96 000
1966	100 000
1970	161 407
1971	173 180

<sup>611</sup> Par le terme de « réislamisation », nous n'entendons pas dire qu'il s'agit d'actes de reconversion au sens religieux propre, mais un retour à l'application des préceptes de l'islam. Il s'agit donc de l'aspect pratique et non pas de la croyance en l'islam.

<sup>612</sup> Abderrahim Lamchichi, *Islam-Occident, Islam-Europe: Choc des civilisations ou coexistence des cultures* (Editions L'Harmattan, 2000), p. 48.

<sup>613</sup> Abderrahim Lamchichi, *Islam, Islamisme Et Modernité* (Editions L'Harmattan, 1994), p 31.

<sup>614</sup> Yasmine Boudjenah, « Algérie, décomposition d'une industrie : la restructuration des entreprises publiques, 1980-2000 l'Etat en question », op.cit, p. 65 et 69.

1972	184 562
1973	211 407
1974	237 451
1975	273 942

Source : Bouziane Semmoud, "l'emploi industriel en Oranie problématique de la recherche", In: Méditerranée, Troisième érie, Tome 35, 1-2-1979. L'homme et son milieu naturel au Maghreb. pp. 113-118.

Mais cette économie basée sur l'industrie lourde débouchera sur de nombreux problèmes essentiels d'ordre économique et social, dont les plus importants nous semblent être les suivants :

- Le fait que les techniques utilisées dans l'industrie lourde soient très gourmandes en terme de capital (*capital-intensive*), en comparaison des effectifs d'emplois que cette industrie crée. Ce qui laisse la question cruciale de l'emploi non résolue dans la durée, d'autant plus que cette industrie ne génère pas de surplus significatifs qui permettent le réinvestissement, et donc la création d'emplois dans d'autres secteurs<sup>615</sup>. Pourtant, dans le programme du FIS il n'y a pas d'opposition à « l'industrie industrialisante », au contraire le parti islamique va même reprendre ce concept comme l'avait fait le FLN par le passé : « *il faut prendre en compte que les ressources naturelles dont dispose notre pays nécessitent une industrie industrialisante adaptée aux nouvelles évolutions industrielles et technologiques (...)* »<sup>616</sup>. Cela dit, il mettra en avant le caractère de rentabilité<sup>617</sup> qui, semble-t-il, n'a pas constitué la plus grande priorité pour le pouvoir algérien, du moins jusqu'aux réformes économiques entamées dès le début des années 1980<sup>618</sup>.

<sup>615</sup> Abdelhamid Brahimi, *Stratégies de développement pour l'Algérie : défis et enjeux*, op.cit, p. 51.

<sup>616</sup> Programme politique du FIS, p n° 24 (traduit de l'arabe).

<sup>617</sup> Programme politique du FIS, p n° 20 (traduit de l'arabe).

<sup>618</sup> Après une remise en question, la question de la rentabilité est revenue sur le devant de la scène économique algérienne dès le début des années 1980. Parce que le volontarisme n'était plus tenable, des mesures de restructuration et de réorganisation du secteur industriel ont vu le jour et se sont accentués avec le choc pétrolier de 1986, mais aussi sous la pression de la mondialisation. Pour plus de détails voir : Mustapha Baba-Ahmed, *L'Algérie : diagnostic d'un non-développement* (Paris Montréal Québec: l'Harmattan, 1999). Voir aussi : Yasmine Boudjenah, « Algérie, décomposition d'une industrie : la restructuration des entreprises publiques, 1980-2000 l'Etat en question », op.cit.

Le caractère volontariste de la construction de cette industrie algérienne explique selon de nombreux auteurs, le peu d'intérêt qui a été accordé à la recherche de rentabilité en dehors du secteur des hydrocarbures<sup>619</sup>. Ceci nous amène au deuxième point non moins important :

- Principale source<sup>620</sup> qui a servi à drainer les investissements massifs indispensables pour le développement de l'industrie<sup>621</sup>, le secteur des hydrocarbures a fini par rendre dépendant le développement de cette industrie au cours du baril. Sans compter que pour augmenter les capacités de production de ces hydrocarbures il a fallu recourir à un endettement extérieur accru (figure n°4). Les contre-chocs pétroliers et le poids du service de la dette extérieure viendront confirmer par la suite l'échec de ce modèle reposant sur la rente émanant des hydrocarbures et l'endettement, plutôt que sur la production de richesses<sup>622</sup>. Les rédacteurs du programme du FIS n'ont pas manqué de critiquer la manière avec laquelle cette industrialisation a été menée sans réelle prise en compte de cet objectif laissé de côté, la production de richesse : « *la politique d'industrialisation basée sur la construction des grands complexes industriels et des usines qui nécessitent des matières premières, des équipements industriels importés, une expertise étrangère de haut niveau, mais qui produisent peu, tant en quantité qu'en qualité, a conduit le pays à une faillite économique dangereuse (...) ce qui rend cette industrie comme un fardeau pour l'économie du pays alors qu'elle était censée créer de l'emploi pour les jeunes (...)* »<sup>623</sup>.

---

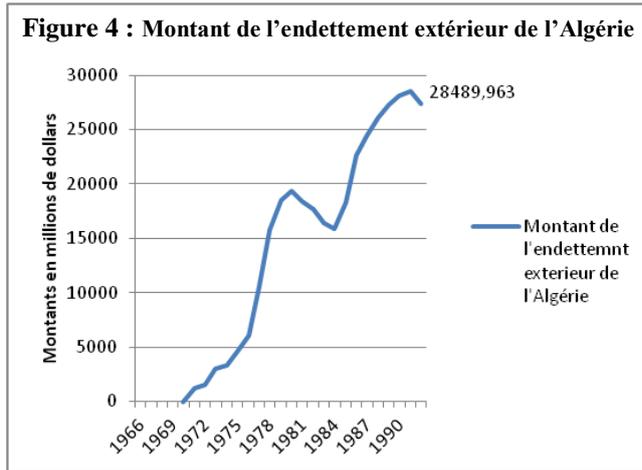
<sup>619</sup> Parmi ces auteurs on peut citer : Yasmine Boudjenah, « Algérie, décomposition d'une industrie : la restructuration des entreprises publiques, 1980-2000 l'Etat en question », op.cit et Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, op.cit.

<sup>620</sup> La manne financière émanant de l'exploration des hydrocarbures ne fut pas en mesure de couvrir en totalité l'investissement destiné à développer les autres secteurs industriels, sans oublier que le secteur des hydrocarbures a nécessité lui-même des moyens financiers et techniques colossaux pour son développement, ce qui a considérablement aggravé l'endettement de l'Algérie dès le début des années 1970. Pour plus de précisions sur point, voir : B. Semmoud, « L'emploi industriel en Oranie. Problématique de la recherche », op.cit.

<sup>621</sup> Yasmine Boudjenah, « Algérie, décomposition d'une industrie : la restructuration des entreprises publiques, 1980-2000 l'Etat en question », op.cit, p. 63.

<sup>622</sup> Youcef Benabdallah, « rente et désindustrialisation », *Confluences Méditerranée*, 2009/4 n°71, p. 85-100.

<sup>623</sup> Programme du FIS, p n° 19 (traduit de l'arabe).

**Figure 4 : Montant de l'endettement extérieur de l'Algérie**

Source : Site web officiel de la Banque Mondiale : <http://www.banquemondiale.org/>

• Le troisième point est justement celui sur lequel se sont concentrées les critiques de la mouvance islamique vis-à-vis de la gestion économique du pays. Il se résume au fait que l'entreprise d'industrialisation du pays n'a pas été celle de l'ensemble de la société<sup>624</sup>. Elle a été imposée de l'extérieur (élite dominante) et importée de l'étranger. Elle a bousculé les traditions de la société algérienne et a ébranlé ses structures

sociales de base (familles, villages...). Un nouveau système social s'instaure progressivement avec l'arrivée de l'industrie en raison de multiples facteurs combinés : exode rural concentré sur les grandes villes, pression démographique accompagnée d'une précarisation des conditions d'habitat, évolution de la condition de la femme notamment dans le domaine de la scolarisation et du travail... etc. Mangenot parle d'une « *culture hybride qui s'est créée, éclatée, marquée par l'Occident, où le capital a justement éloigné l'économie des lieux de la vie quotidienne (en tous les cas, l'a rendu incompréhensible à l'entendement quotidien individuel), pour le constituer en objet extérieur, autonome, exigeant l'omniprésence d'un État fonctionnant également sur des bases propres* »<sup>625</sup>. C'est sans doute là que l'idée du déracinement chez Abdelmalek Sayyad et Pierre Bourdieu ( cf. *supra*), trouve tout son sens, car l'on est dans un cas de figure typique où la société n'a pas complètement adopté la mentalité industrielle en y adaptant ses normes et ses traditions, mais en même temps, a montré une certaine émancipation vis-à-vis des anciens cadres traditionnels rigides en son sein. Elle se trouvait de fait déstabilisée par la contradiction qui reposait sur le chevauchement entre les traditions sociales et les exigences organisationnelles du travail industriel.

Dans la littérature du FIS, il est justement fait mention de cette aberration qu'aurait causée le recours de l'élite gouvernante aux politiques développementistes de l'industrialisation jugée trop matérialiste, et ce, sans se soucier de l'aspect spirituel et culturel des masses musulmanes. Selon Bachir Mustapha, ce modèle ne pouvait qu'échouer, car il ne faisait pas de distinction entre l' « homme musulman » et les « autres hommes », de même que

<sup>624</sup> Marc Mangenot, « Le malentendu industriel : le cas de l'Algérie », op.cit.

<sup>625</sup> Ibid.

dans ses finalités, ce modèle s'opposait à la charia islamique<sup>626</sup>. À ce sujet, Mohamed Akroun a remarquablement expliqué cette opposition qui existe entre les valeurs islamiques et la logique économique qui sous-tend les idéologies du développement. Selon lui, la vision islamique de l'économie découle vraisemblablement de l'histoire de l'extension de l'Islam dans les zones arides et semi-arides<sup>627</sup>. Le contexte géographique et climatique de ces zones a sans doute conditionné les pratiques économiques des pays musulmans jusqu'à l'arrivée de l'agriculture moderne et de l'industrie. De notre point de vue, la moralisation de l'économie chez la mouvance islamique algérienne s'attache précisément à cette vision qui consiste à reproduire une logique d'économie de subsistance fondée sur les notions de sobriété (qana'a), de frugalité (kafaf) et de d'ascèse (zuhd) au lieu de celle de consommation qui implique une création de besoins accrus et une nécessité à les satisfaire<sup>628</sup>.

Partant du constat sur l'échec de l'idéologie développementiste algérienne, il convient maintenant de dresser brièvement, un état des lieux sur la situation socio-économique en Algérie à la veille des émeutes qui ont enflammé le pays à partir du 5 octobre 1988. L'intérêt ici, n'est pas de lier mécaniquement situation socio-économique et violence émeutière, mais de replacer cette violence dans un contexte plus global. C'est-à-dire, dans un contexte de changement politique et économique déjà en marche, d'où notre démarche de ne pas considérer de manière simpliste cette date du 5 octobre comme un tournant politico-économique décisif, mais comme une simple séquence historique faisant partie d'un processus par lequel la mouvance islamique a pu émerger en tant que mouvement social, ayant un caractère beaucoup plus organisé que par le passé.

Si le discours radical de cette mouvance a su trouver par la suite un large écho chez les masses, c'est parce qu'à notre sens, elle a su mieux que quiconque formuler son discours ; non pas en prônant un progressisme, ou bien un traditionalisme purement rétrograde, mais en prenant en compte les mêmes contradictions existantes au sein de la société algérienne ; notamment ce paradoxe consistant à vouloir se réfugier dans la tradition tout en désirant le progrès. Un paradoxe qui nous semble clairement ressortir à la lecture du programme rédigé par les dirigeants du FIS. C'est sans doute aussi pour cela que la plupart de nos interviewés nous affirmaient que le FIS parlait le « langage du peuple ». Les leaders de ce parti islamique radical ont donc construit leurs discours par ce « langage du peuple », en mettant en avant la

---

<sup>626</sup> Bachir Mustapha, « Une réforme économique selon des critères islamiques », op.cit.

<sup>627</sup> Mohammed Arkoun, « Islam et développement dans le Maghreb indépendant », *Arabica* 29, n° 2 (juin 1, 1982). p. 113-142.

<sup>628</sup> Ibid.

dégradation des conditions de la vie quotidienne des Algériens, mais aussi, en identifiant le responsable de cette dégradation, l'élite au pouvoir.

Cette détérioration des conditions socio-économiques des Algériens, que la mouvance islamique a bien su exploiter, peut être résumée par les points essentiels qui nous semblent être les suivants :

- a) Chômage et absence de perspective pour les jeunes comme facteur d'engagement dans l'islam radical

L'emploi est l'un des indicateurs les plus significatifs en terme de développement, car il renseigne du degré de l'intégration des populations dans ce développement.

À ce propos, Mohammed Mazouz notait que la stratégie de développement initiée par l'Algérie depuis son indépendance entrevoyait d'éradiquer les causes du sous-emploi à compter de 1980<sup>629</sup>. Or, les différents recensements effectués ont démontré que les mesures économiques prises dans ce sens ont révélé leur inefficacité, en ce sens que le chômage avait significativement augmenté (figure n° 5).

De plus, comme le soulignait Lamchichi, ce chômage a largement été accentué par les effets indirects que produisait l'endettement endémique de l'économie<sup>630</sup>. Ainsi, si l'on étudie l'évolution du taux de chômage et du taux d'endettement extérieur sur une même période (1982-1992), il en ressort qu'il y a effectivement une corrélation assez nette entre l'augmentation de la dette extérieure et l'aggravation du chômage (figure n° 6). Après avoir connu une baisse sensible jusqu'à 1985, le chômage commençait donc à prendre des proportions alarmantes en passant de 435 000 personnes sans emploi en 1985 à 1 140 000 en 1987<sup>631</sup>.

Plus encore, ce chômage semblait toucher en premier lieu les catégories de jeunes de moins de 25 ans et les primo-demandeurs d'emploi<sup>632</sup>. Ceci était encore plus flagrant pour les

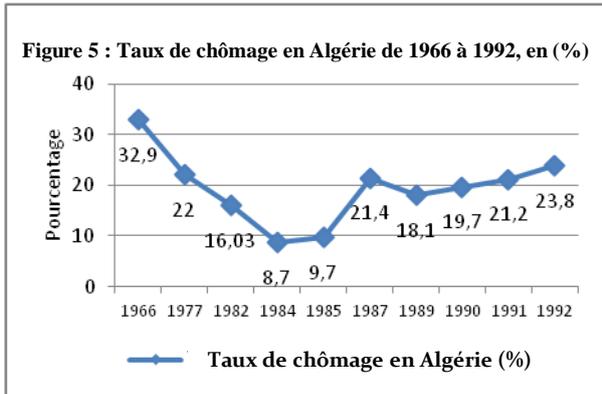
---

<sup>629</sup> Mohammed Mazouz, « Population, société et développement en Algérie : facteurs historiques et problèmes actuels », in Christophe Lefranc et Mohammed Mazouz, *La société algérienne entre population et développement : textes d'une rencontre scientifique (Paris, 23 mai 1996)* (Paris: Centre français sur la population et le développement, 1998).

<sup>630</sup> Abderrahim Lamchichi, *L'Algérie en crise: crise économique et changements politiques*, op.cit, p 16.

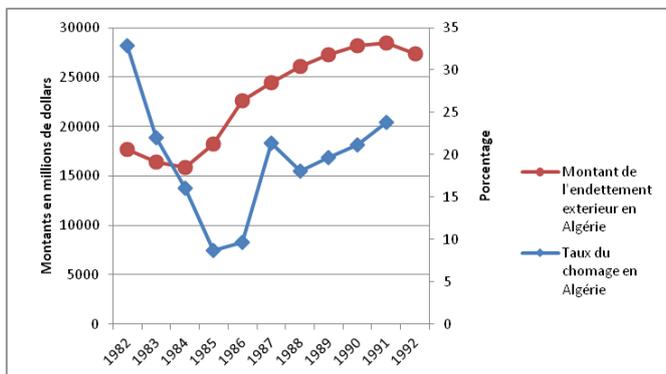
<sup>631</sup> A. Benachenhou, "Inflation et chômage en Algérie : les aléas de la démocratie et des réformes économiques", 1993 in *Monde arabe : Maghreb Machrek* n° 139 (1993/01-03) . - p. 28-41.

<sup>632</sup> *Migrations, Libre-échange et Intégration Régionale Dans Le Bassin Méditerranéen* (OECD Publishing, 1998).



Source: Djilali Sari, l'évolution de l'enseignement: des réussites d'hier, aux difficultés d'aujourd'hui, in Christophe Lefranc et Mohammed Mazouz, la société algérienne entre population et développement : textes d'une rencontre scientifique (Paris, 23 mai 1996) (Paris : centre français sur la population et le développement, 1998).

**Figure 6 : Rapport entre l'évolution des montants de l'endettement extérieur et l'évolution des taux de chômage (de 1982 et 1992)**



diplômés de l'enseignement arabisé (voir chap. I) qui ne trouvaient guère de débouchés dans le marché du travail.

Ces jeunes vont, de notre point de vue, constituer la catégorie sociale la plus perméable au discours de la mouvance islamique, notamment au discours radical du FIS qui brandissait le fameux slogan : l'« Islam est la solution<sup>633</sup>». D'anciens étudiants diplômés ou lycéens devenus

militants du futur FIS, n'ont pas manqué de nous rappeler cette situation d'inaccessibilité à l'emploi à laquelle ils faisaient face, ne trouvant comme solution d'occupation et de réhabilitation de l'estime de soi, que l'adhésion aux idées radicales du FIS, ou mieux encore, l'engagement au sein de ses structures : « depuis notre tendre

*enfance, on nous apprenait que les études étaient la clé de la réussite, on nous bourrait le crâne avec ça, mais quand tu sortais du bout du tunnel, il n'y avait rien qui t'attendait, ceux qui n'ont pas fait d'études et qui activaient dans la contrebande nous disaient Klak Boubi<sup>634</sup> [...] il ne restait plus que deux choix alors, la rue ou la mosquée»<sup>635</sup>.*

*« [...] je ne suis pas un grand savant, je n'ai pas fait de doctorat, ni construit de missile [...] je me suis contenté du niveau terminal, je sais donc lire et écrire, français et arabe, comme tu veux [...] je ne demandais pas un bureau comme le font les jeunes fainéants d'aujourd'hui, je voulais seulement un travail simple. Mais l'État n'a pas fait son devoir, alors j'ai pensé – comme beaucoup de jeunes de*

<sup>633</sup> Le slogan *Al Islam Houwa Al Hal*, l'islam est la solution, n'est pas une expression inventée par le FIS, mais empruntée par ce dernier aux frères musulmans égyptiens qui l'avaient employée pour la première fois, lors des élections de 1987 en Égypte ; pour plus de détail autour de ce slogan devenu désormais célèbre voir : Amr Elshobaki, *Les Frères musulmans des origines à nos jours* (KARTHALA Editions, 2009), p. 255 et 256.

<sup>634</sup> Littéralement traduit, cette expression de l'arabe algérien dialectal veut dire "tu as été mangé par le chien", ou autrement dit, "tu t'es fait avoir".

<sup>635</sup> Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

ma génération – à traverser la mer, mais ça n'a pas marché. Quand le mouvement du FIS est arrivé, les frères (Al Ikhwa) ont beaucoup aidé les jeunes pour qu'ils puissent gagner honnêtement leur vie [...] un frère du quartier m'a fait entrer dans ses affaires, je livrais avec lui de la limonade en grandes quantités, parfois à des magasins et d'autres fois à des restaurants [...] je gagnais très peu, pas de sécurité sociale, le risque de la route... etc., mais au moins je travaillais, j'étais un être humain »<sup>636</sup>.

« [...] que fallait-il faire ? Raser les murs avec les autres Hittistes<sup>637</sup> ou faire quelque chose d'utile, si ce n'est pour ce monde alors pour l'autre (le paradis) ? Il y a des jeunes qui ont choisi Al Zatla (le Hachiche) et d'autres qui ont choisi la voie de Allah. Je n'ai pas trouvé de boulot chez l'État, alors j'ai essayé de travailler pour Allah. Chez le FIS ça recrutait à gogo [...] »<sup>638</sup>.

Ce chômage massif chez les jeunes Algériens, n'a fait que s'ajouter à d'autres facteurs de la dégradation des conditions de vie quotidienne, comme l'accentuation de la précarisation de l'habitat par la surcharge de l'occupation des logements dans un contexte de crise de logement déjà très pesante sur le plan social, car raviveuse de tensions familiales et donc sociales.

b) Précarisation de l'habitat et crise de logement : contexte propice pour le déploiement de l'islam radical

La situation en matière de logement ne constituait guère un nouveau problème pour l'Algérie des années 1980. En effet, déjà, vers la fin des années 1970, les autorités établissaient un déficit estimé à un million de logements. Il ne s'agit pas seulement d'un constat fait sur le seul plan quantitatif, mais aussi, sur le niveau élevé d'inconfort et d'insalubrité qui caractérisait l'habitat en Algérie<sup>639</sup>. Cette situation a été aggravée par la croissance démographique de la population et l'exode rural motivé par la recherche de l'amélioration des conditions de vie. Ce qui a largement contribué au surpeuplement des logements qui connaissaient ainsi un accroissement considérable du taux d'occupation<sup>640</sup>.

Abdenour Benjelouli notait que les « villes-dortoirs » qui ont été construites à la périphérie d'Alger afin de faire face à cette démographie croissante ont été des lieux

<sup>636</sup> Rachid, ancien militant du FIS, âge : 66 ans, profession : fonctionnaire, niveau d'étude (terminal lycée).

<sup>637</sup> Les *hittistes* est une expression du dialecte algérien qui désigne les jeunes algériens sans emplois, qui se tiennent contre les murs longeant les différents quartiers des grandes villes algériennes.

<sup>638</sup> Farid, ancien militant du FIS, âge 61 ans, profession : pêcheur, niveau d'étude ; (primaire). (mai 2011)

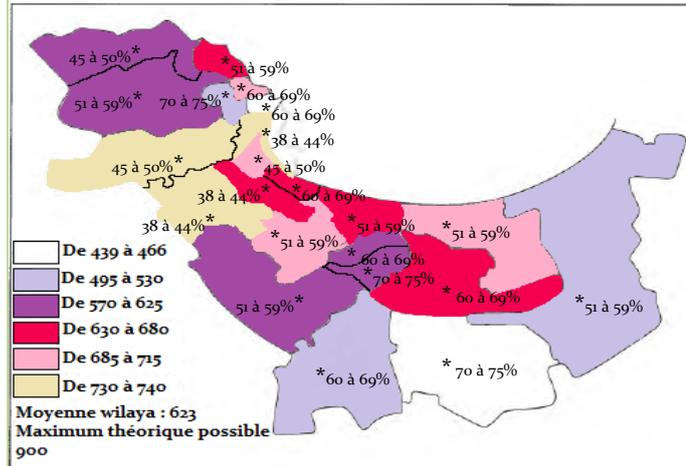
<sup>639</sup> Mohammed Mazouz, « Population, société et développement en Algérie : facteurs historiques et problèmes actuels », op.cit.

<sup>640</sup> Abdelhamid Brahimi, *Stratégies de développement pour l'Algérie : défis et enjeux*, op.cit p. 212.

générateurs d'exclusion et de violence diffuse qui ont profité par la suite à la mouvance islamique :

« Les islamistes ont perçu le sentiment d'abandon et de désarroi qui fonde cette dynamique de violence. Ils l'ont récupéré à leur profit au moment des élections municipales et législatives grâce à des actions de soutien de proximité vis-à-vis de ces populations [...] C'est le pouvoir algérien qui est responsable de la ghettoïsation de l'espace, du fait de l'absence de réflexion sur les questions d'exclusion et les problèmes de la ville. »<sup>641</sup>.

**Figure 7 : Quartiers défavorisés et vote pro-FIS à Alger.**  
Rapport entre les scores réalisés par le FIS lors des législatives de 1991, et le niveau de confort et d'équipement des logements (établie en 1987 à partir d'une synthèse de 9 éléments).



Source : carte établie par nos soins à partir de données figurant dans l'étude de Jacques Fontaine, « quartiers défavorisés et vote islamiste à Alger », in Pierre Robert Baduel, *l'Algérie incertaine*, Revue du monde musulman et de la méditerranée (REMMM), Aix en Provence, 1994, pp 141-164 .

Il est effectivement frappant, de constater que la mouvance islamique a pu mobiliser au sein des bidonvilles ou des quartiers populaires réputés pauvres ou mal lotis, alors que dans l'histoire de l'Algérie indépendante, ces lieux n'avaient jamais constitué un terrain propice à la mobilisation politique contestataire<sup>642</sup>. Il est aussi frappant d'observer à travers le remarquable travail de Jacques Fontaine sur les « quartiers défavorisés et le vote islamiste à Alger » qu'il existait une forte corrélation entre quartiers défavorisés et vote en faveur du FIS (voir fig n°7). En faisant le rapprochement entre les cartes électorales des élections législatives de décembre 1991 et des cartes contenant des critères démographiques, du parc immobilier et du confort, J.

<sup>641</sup> Abdenour Djelouli, « la ville absente », op.cit, p. 54 et 56.

<sup>642</sup> Dans les années 1970, les bidonvilles étaient perçus par une partie des populations pauvres habitant les grandes villes, comme un moyen d'accéder à un poste de travail dans les grandes entreprises d'État. Ces dernières privilégiaient les recrutements au sein de ces bidonvilles afin de limiter le coût salarial. En étudiant la situation des bidonvilles de la wilaya (département) d'Annaba (dans le nord-est algérien) Fatma Salhi, a démontré que ces lieux hautement précaires ne constituaient pas une conséquence due au chômage, mais au contraire, une garantie de travail, du moment que ces bidonvilles ont été érigés à proximité des entreprises publiques avec la tolérance des autorités et l'encouragement des employeurs des grandes entreprises publiques. Pour plus de détail sur ce point précis, voire : Salhi Fatma - *Pouvoir, acteurs locaux et habitat : Annaba El-Hadjar (Algérie)* - in André Raymond; Hubert Michel (sous la responsabilité de) - *Annuaire de l'Afrique du Nord* - Centre national de la recherche scientifique; Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) - Paris, Editions du CNRS, 1988, pp. 153-164, Vol. 25 (1170 p.), Contient bibl., index., sigles. C'est à travers ce pacte tacite entre les autorités publiques et les populations de ces bidonvilles, qu'on peut comprendre pourquoi la précarité de l'habitat, n'a pas constitué depuis l'indépendance de l'Algérie jusqu'à l'arrivée du FIS, un point d'ancrage important pour les revendications d'ordre politique.

Fontaine a fait observer que le FIS a obtenu ses meilleurs résultats dans les communes les plus défavorisées d'Alger<sup>643</sup>.

c) L'effets pervers des rentes : une opportunité de récupération politique pour l'islamisme ?

Jusqu'à nos jours, les rentes sont très souvent considérées par les régimes qui les détiennent, comme un moyen de stabilisation et de garantie de la paix sociale. En revanche, elles sont fréquemment pointées du doigt par de nombreux auteurs, économistes, politologues, sociologues... à cause des effets pervers qu'elles produisent sur les systèmes sociaux des pays qui se basent exclusivement sur les revenus qui en découlent. Le cas de l'Algérie est hautement illustratif à cet égard, car il fournit l'exemple type d'un État qui a construit son assise politique autoritaire sur la rente pétrolière et gazière. Il n'est donc pas étonnant que la contestation exprimée par la mouvance islamique vis-à-vis de l'élite au pouvoir ait incorporé dans son discours contestataire, les critiques visant à remettre en cause l'hégémonie et l'opacité dans la gestion économique des ressources naturelles<sup>644</sup>, notamment en ce qui concerne les rentes pétrolière et gazière sur lesquelles repose l'économie de tout le pays<sup>645</sup>.

Dans le cas algérien, le rôle de la rente a toujours été évoqué lorsqu'il s'agissait d'analyser le contexte politique et économique du pays. Quoi de plus normal dans un pays dont l'exportation des hydrocarbures constitue jusqu'à aujourd'hui, l'essentiel des ressources financières. Nombreux ont été les auteurs à avoir mis en avant la fragilité des systèmes politiques dans lesquels la rente émanant des richesses naturelles prenait une place prépondérante<sup>646</sup>. Concernant l'Algérie, Madjid Benchikh affirmait que la survie même du système politique algérien ne pouvait être garantie éternellement par la rente pétrolière, d'autant plus que celle-ci a eu comme conséquence une désorganisation du travail, qui à son

---

<sup>643</sup> Jacques Fontaine, « Quartiers défavorisés et vote islamiste à Alger », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992): 141-164.

<sup>644</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit, p 15.

<sup>645</sup> Bien entendu, cela serait une erreur de se borner à considérer cette rente émanant des hydrocarbures, comme étant la seule rente dont dispose le régime politique algérien, aussi bien pour asseoir sa répression quand il l'a jugé nécessaire, que pour réguler la violence et limiter la contestation en Algérie. Que peut-on dire en effet, de la rente foncière qui existait déjà bien avant l'indépendance du pays, ou bien la rente monétaire qui jusqu'à présent sert à irriguer le marché noir de la devise au niveau des grandes villes algériennes ? (voir à ce sujet : Fatiha Talahite, « Économie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie », *Tiers-Monde* 41, n° 161 (2000): 49-74. Dans le cas algérien, toutes ces rentes ont constitué à notre sens, autant de facteurs de stabilisation que de facteurs d'instabilité, dans la mesure où, aussi bien dans la rareté, que dans la surabondance, elles ont fait l'objet de luttes autour de leur contrôle. Néanmoins, nous focaliserons notre analyse ici sur les rentes issues des hydrocarbures et ce, étant donné le poids indiscutable de la rente pétrolière et gazière, tant sur l'impact qu'elle produit sur le plan politique, que sur les bouleversements qu'elle engendre sur le plan économique.

<sup>646</sup> Parmi eux, on peut citer Terry. Lynn Karl, Ian Gary, Luis Martinez et Miriam R. Lowi (dont nous avons cité les travaux dans cette présente recherche).

tour a aiguisé les luttes sociales<sup>647</sup>. Terry Lynn Karl ne s'était pas trompé lorsqu'il avait expliqué que les États rentiers avaient tendance à développer une corruption endémique et provoquaient par la même occasion l'effondrement de toutes les structures étatiques non dédiées à la captation de la rente, ce qui remettrait en cause la stabilité sociale<sup>648</sup>. Les travaux de Luis Martinez démontrent amplement également, le rôle qu'a pu jouer la rente pétrolière en Algérie, notamment dans la construction des réseaux clientélistes qui gravitent autour du pouvoir réel en place<sup>649</sup>. Martinez a expliqué aussi à quel point, cette rente a pu contribuer à l'accroissement des capacités répressives du régime politique algérien, précisément en ce qui concerne l'éradication de l'islamisme radical qui s'est opposé à lui<sup>650</sup>. Bien entendu, l'auteur pense que le régime algérien n'aurait pas été moins despotique s'il n'avait bénéficié de la rente, mais les ressources tirées de cette rente ont selon lui considérablement conforté ce régime dans la mise en pratique de son autoritarisme<sup>651</sup>.

En réalité, c'est l'usage qui est fait de cette rente qui nous importe ici, et non pas la rente qui serait en elle-même perçue comme une « malédiction » pour les pays qui la détiennent. Dans *Oil wealth and the poverty of politics*, Miriam R. Lowi expliquait très justement que, là où la distribution de la rente servait comme instrument de camouflage aux clivages sociaux (et aux inégalités qui leur sont inhérentes), les changements brutaux qui ont affecté les revenus rentiers ont très souvent provoqué un « choc distributif » de cette rente. Ces changements brutaux auront tendance à remettre en premier plan les conflits sociaux latents<sup>652</sup>. On pourrait effectivement citer l'exemple du conflit qui opposait dès les années 1970, les étudiants adeptes de l'islam politique (majoritairement arabophones) aux étudiants marxistes (le plus souvent francophones) (voir chap I), et que le pouvoir a pu minimiser à travers une relative absorption dans le monde du travail. Si cette intégration de la jeunesse avait été rendue possible, c'est bien évidemment grâce à la rente à par laquelle les salaires ont pu être assurés. Mais comme on le verra un peu plus bas, le choc pétrolier de 1986 remettra à nu ce conflit, en faisant réapparaître en premier plan une large partie des diplômés de l'enseignement supérieur aux côtés des mouvements contestataires, notamment ceux en

---

<sup>647</sup> Madjid Benchikh, « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie », op.cit.

<sup>648</sup> Terry Lynn Karl, *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States* (University of California Press, 1997).

<sup>649</sup> Luis Martinez, « la rente pétrolière en Algérie ; de Boumediene à Bouteflika », op.cit.

<sup>650</sup> Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière : Algérie - Irak - Libye* (Les Presses de Sciences Po, 2010).  
Voire aussi : Luis Martinez, « Algérie les illusions de la richesse pétrolière », les études du CERI n° 168, septembre 2010.

<sup>651</sup> Entretien avec Luis Martinez, « La rente pétrolière, source de violences pour l'Algérie », in *Moyen orient* n°7 Aout-septembre 2010 p. 32-36.

<sup>652</sup> Miriam R. Lowi, *Oil Wealth and the Poverty of Politics: Algeria Compared* (Cambridge University Press, 2011) p. 43.

rapport avec l'islam politique. Si à l'époque de l'Algérie de Boumediene, l'usage de la rente pétrolière paraissait être juste dans la mesure où sa redistribution sociale et économique était importante, la mort de ce dernier en 1978 allait amorcer une nouvelle ère durant laquelle la rente pétrolière a connu « *un pillage organisé et structuré dans le cadre d'un "capitalisme d'État" au profit d'une bourgeoisie qui a investi tout les appareils de l'État* » selon les termes de Luis Martinez<sup>653</sup>.

Grâce à la manne financière qu'elle procurait, l'élite au pouvoir pouvait non seulement irriguer les réseaux clientélistes à sa périphérie, mais pouvait aussi se permettre d'assurer les salaires des classes moyennes qui ont émergé tout au long des trois premières décennies qui ont suivi l'indépendance du pays.

Cependant, le choc pétrolier de 1986 a provoqué une diminution sensible des revenus d'exportation, ce qui par effet de ricochet a conduit à une paupérisation rapide des classes moyennes parmi lesquelles la catégorie sociale la plus représentée était celle des ingénieurs<sup>654</sup>.

Les ingénieurs qui étaient perçus dans l'imaginaire national comme étant « des vecteurs de la modernité » et les garants du développementisme avaient effectivement fait preuve (au moins jusqu'à la moitié des années 1980) d'une large fidélité au régime en place, notamment grâce à leurs salaires relativement élevés qui étaient assurés par la rente. Mais les conséquences du choc pétrolier ont conduit à ce que Ali El Kenz a qualifié de « prolétarisation des ingénieurs<sup>655</sup> », dans un contexte d'appauvrissement général où même les salaires les plus élevés n'ont pas résisté à l'inflation<sup>656</sup>. C'est à partir de là que les diplômés de manière générale, mais plus spécifiquement les ingénieurs engageront une rupture avec l'État, le rendant responsable de leur paupérisation, car ce dernier n'a pas su faire bon usage de la rente et s'est enfoncé dans le gaspillage et la corruption<sup>657</sup>.

---

<sup>653</sup> Luis Martinez, « la rente pétrolière en Algérie ; de Boumediene à Bouteflika », op.cit.

<sup>654</sup> Contrairement aux autres pays du Maghreb, les ingénieurs en Algérie représentaient — à l'instar des ingénieurs en Égypte — une masse importante dans le monde du travail, et ce, en raison des efforts considérables produits par l'État algérien dans le domaine de la formation des diplômés dans les domaines des filières scientifiques et techniques. Ali El Kenz explique que leurs fonctions relevaient même d'un caractère étatique au point qu'ils étaient appelés symboliquement : « les cadres de la nation ». Ali El Kenz, « Les ingénieurs et le pouvoir », *Tiers-Monde* 36, n° 143 (1995).

<sup>655</sup> Notamment les ingénieurs liés aux activités industrielles, et plus encore les plus jeunes d'entre eux qui ne trouvaient plus d'emplois.

<sup>656</sup> Ali El Kenz, « Les ingénieurs et le pouvoir », op.cit.

<sup>657</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit. p. 46.

La dynamique sociale qui a caractérisé l'Algérie de la fin des années 1980, a permis à la mouvance islamique de récupérer le mécontentement d'une bonne partie de ces ingénieurs, notamment les plus jeunes d'entre eux qui se sont retrouvés en situation de chômage<sup>658</sup>. Le Front islamique du salut a en effet tenté d'apporter plus de reconnaissance et de considération à ces jeunes, en leur confiant des rôles sociaux revalorisés<sup>659</sup>. Après le succès du FIS lors des élections municipales de 1990, nombreux ont été les ingénieurs militant au sein de ce mouvement islamique à avoir été propulsés au niveau des organes de direction du parti<sup>660</sup>. Dans la perspective d'une création d'un État islamique qui devait passer par la participation à des élections législatives, ces jeunes diplômés devaient conduire le pays — comme les ingénieurs de l'Etat-FLN avaient tenté de le faire avant— à la modernité et au développement. Mais à la différence du FLN ceci ne pouvait se concevoir que dans un cadre strict des préceptes de l'islam.

Ayant longtemps été écartés tant du pouvoir de décision politique que de la gestion de la distribution de la rente, les jeunes diplômés revendiquaient désormais, une participation plus importante à la gestion de l'État et de la société. Ainsi, à travers leur participation dans la gestion des affaires des collectivités locales que le FIS allait leur accorder, ils entendaient apporter un projet de développement alternatif, qui cette fois-ci serait conforme aux traditions de l'islam<sup>661</sup>.

## **1.2 Le régime politique algérien à l'épreuve « d'octobre 1988 » : quelle structure d'opportunité pour la mouvance islamique ?**

Jusqu'à la fin des années 1980, l'islamisme algérien d'une manière générale, ne semble pas avoir formulé d'énoncés clairs et explicites le présentant comme étant une alternative au régime politique en place. L'écrasante majorité des tendances appartenant à la mouvance islamique, ne semblaient pas exprimer une ambition urgente d'arriver au pouvoir. Elles paraissaient par contre bien plus préoccupées par la réislamisation de la société et plus encore, de la reconnaissance de leur existence même par les autorités de l'État. Certes, il est nécessaire ici de souligner — comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent — qu'un

---

<sup>658</sup> Ali El Kenz, « Les ingénieurs et le pouvoir » op.cit.

<sup>659</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit. p. 46.

<sup>660</sup> Ali El Kenz, « Les ingénieurs et le pouvoir », op.cit.

<sup>661</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, p. 42.

changement d'échelle s'est produit dans la radicalisation de la contestation de la mouvance islamique algérienne, et ce, dès le début des années 1980. Cependant, les tentatives de mobilisation à référents islamiques n'ont pas menacé le régime politique en place, car ce dernier était toujours parvenu à contrer ces tentatives, soit en les décourageant, soit en les réprimant épisodiquement. Mais à la fin des années 1980, des changements politiques, économiques et sociaux majeurs allaient amener l'islamisme au-devant de la scène politique, en prenant à contre-pied la stratégie du pouvoir dont les analyses de la situation politique et socio-économique reposaient essentiellement sur les différents rapports de la SM (sécurité militaire)<sup>662</sup>. Ces analyses se sont en effet avérées erronées dans la mesure où non seulement la montée de l'islamisme a été mal perçue, mais aussi, sa capacité de mobilisation des masses a été largement sous-estimée au vu du succès qu'a connu la mouvance islamique dans son entreprise de récupération politique des émeutes d'octobre 1988. Octobre 1988 a été le début de l'effondrement du système du parti unique, qui conjointement avec l'armée, dirigeait toute la société algérienne à travers un régime politique autoritaire. Commence alors ce que Benjamin Stora a qualifié de course de vitesse entre le « pôle des islamistes » et le « pôle des démocrates », pour remplacer le vide laissé par le FLN<sup>663</sup>.

Pour la première fois depuis son indépendance, l'Algérie entamait une période de transition démocratique. Les contextes politiques et économiques à l'origine des émeutes d'octobre 1988 permirent au président Chadli Bendjedid de saisir l'occasion historique d'instaurer le multipartisme et d'en finir avec le système du parti unique<sup>664</sup>. Cette initiative a permis l'émergence légale d'une nouvelle force politique, composée de plusieurs tendances politico-religieuses regroupées en un seul parti politique, le FIS. Cela dit, même si celui-ci a pu dominer la scène politique et idéologique durant cette période d'ébullition démocratique qu'a connue le pays (notamment entre 1989 et 1992), son homogénéité fragile, sera l'un des enjeux majeurs auxquels il aura à faire face, précisément en ce qui concerne la régulation de la violence au sein des différentes tendances radicales qui composaient une bonne partie de ses effectifs.

---

<sup>662</sup> Madjid Benchikh, *Algérie: un système politique militarisé*, op.cit. p. 72.

<sup>663</sup> Benjamin Stora, *Les guerres sans fin: Un historien, la France et l'Algérie* (Stock, 2008).

<sup>664</sup> Jean-Jacques Lavenue, *Algérie: La démocratie interdite* (Editions L'Harmattan, 1993), p 5.

*Les émeutes d'octobre 1988, un tremplin pour les activistes de l'islam politique ?*

« Moins d'une année après le début de l'Intifada, un autre pays qui avait incarné en son temps l'arabisme, le tiers-mondisme et l'anti-impérialisme allait à son tour basculer dans la sphère de l'islam politique : en octobre 1988, l'Algérie était la proie des émeutes les plus graves depuis son indépendance (1962). La jeunesse urbaine pauvre, marginalisée par la haute hiérarchie militaire qui contrôlait le pouvoir à travers l'appareil du Front de Libération Nationale (FLN), s'empara de la rue, manifestant qu'elle serait désormais, un acteur social à part entière »<sup>665</sup>. Gilles Kepel

D'innombrables travaux menés sur l'histoire politique récente de l'Algérie, ont présenté le déclenchement des émeutes d'octobre 1988 comme un tournant dans la vie politique de ce pays. Séverine Labat considère ces événements comme le point d'orgue d'un cycle qui a commencé par d'autres épisodes similaires, en l'occurrence ceux du « printemps berbère » (1980) et des émeutes de Constantine (1986). Selon Labat, la révolte d'octobre démontre l'arrivée à maturité politique de la nouvelle génération des jeunes algériens nés après l'indépendance du pays<sup>666</sup>. Cela dit, si cette hypothèse qui consiste à mettre en avant la maturité politique chez la nouvelle génération nous semble très soutenable, il n'en demeure pas moins qu'il faille rester prudent sur ce sujet précis : Rien en effet, ne semble prouver que les émeutes déclenchées en octobre 1988 ont émané d'une maturité politique supérieure à celle que l'on a perçue durant les événements de la Kabylie en 1980, ou plus encore ceux de Constantine en 1986. Il n'y a qu'à revenir sur la chronologie de ces deux autres épisodes qui ont précédé ceux d'octobre 1988, pour se rendre compte que les événements avaient emprunté un cheminement presque identique<sup>667</sup>, que les répertoires d'actions étaient quasi similaires pour

<sup>665</sup> Gilles Kepel, *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme*, op.cit, p. 254.

<sup>666</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, op.cit, p. 51.

<sup>667</sup> Dans le cas de la Kabylie et de Constantine, il y a eu un effet de contagion tel que les protestations ont démarré de l'Université, pour finir dans les rues de la ville où les populations s'y sont mêlées. Alors que dans le cas des émeutes d'octobre 1988, la contagion a pris son origine d'un climat de grèves sectorielles comme celles du mouvement des postiers ou des ouvriers d'usine dans la zone industrielle de l'est d'Alger (Rouiba, Reghaia, El Harrach). C'est à la suite d'une rumeur de grève générale que les émeutes ont fini par éclater dans la nuit du 4 au 5 octobre à Alger. Pour plus de détail à propos des émeutes et des conflits sociaux en Algérie depuis le début des années 1980, voir notamment : Kacentini Taleb, *Luttes étudiantes à Constantine : les événements de novembre 1986*, in André Raymond; Hubert Michel (sous la responsabilité de) — *Annuaire de l'Afrique du Nord* — Centre national de la recherche scientifique; Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) - Paris, Éditions CNRS, 1988, pp. 581-595, Vol. 25 (1170 p.). Voir aussi : Benamrouche, *Grèves et conflits politiques en Algérie*, op.cit. et Saout et Rollinde, *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, op.cit.

les manifestants<sup>668</sup>, mais surtout, que ces derniers semblaient éprouver dans chacun de ces cas, des difficultés à formuler des revendications politiques claires et réalisables<sup>669</sup>. Même après le début des réformes politiques engagées au lendemain des émeutes, les jeunes qui sont sortis dans les rues en ce mois d'octobre 1988, ne semblaient pas porter d'intérêt particulier au discours politique réformiste du pouvoir. En revanche, il semble comme le soulignait S. Labat, que ces jeunes accordaient beaucoup plus d'attention aux revendications relatives à un meilleur accès aux mécanismes de redistribution<sup>670</sup>. Ce qui laisserait penser que les questions socio-économiques demeuraient encore à l'aube de l'ouverture démocratique, comme les principaux leviers de la contestation sociale en Algérie.

La question qui se pose alors est de savoir quels ont été les facteurs déterminants qui ont permis à la mouvance islamique de capter une bonne partie de cette contestation sociale, et de lui donner un sens politique. Autrement dit, comment peut-on expliquer que durant cette période de transition démocratique, le FIS a été la seule force politique à pouvoir mobiliser les masses en dépassant les considérations liées au régionalisme, au tribalisme, et à la légitimité historique du FLN ?

Il serait sans aucun doute tentant de soutenir que ce qui a permis de donner un lendemain politique aux émeutes d'octobre 1988, est l'apparition d'un mouvement social à référents islamiques, qui aurait trouvé son ancrage naturellement et quasi mécaniquement dans une société algérienne musulmane à 99 %<sup>671</sup>. Or, si l'on analyse plus sérieusement le jeu des acteurs au sein du système politique algérien, on se rend compte de l'existence de structures d'opportunité, qui à notre sens, ont facilité l'émergence du FIS en tant que force politique et sociale :

La première structure d'opportunité concerne l'échec des forces d'opposition dites « démocratiques » dans la gestion des différents mouvements sociaux enclenchés durant la décennie des années 1980. S'il y a bien eu une effervescence de mouvements sociaux durant

---

<sup>668</sup> À chaque fois, c'est les symboles de l'État qui sont les plus visés, destruction ou dégradation des locaux du Parti unique, attaques contre les édifices publics et les bâtiments officiels, mais aussi les tribunaux, pillages des grandes surfaces étatiques (les Souks El Fallah)... etc.

<sup>669</sup> Excepté quelques revendications d'ordre culturel et sociolinguistique en ce qui concerne les émeutes en Kabylie. Sur les revendications berbères, en Kabylie voir : Maxime Ait Kaki, « Les Etats du Maghreb face aux revendications berbères », *Politique étrangère* 68, n° 1 (2003): p. 103-118.

<sup>670</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens, entre les urnes et le maquis*, op.cit, p. 51.

<sup>671</sup> Encyclopædia Universalis, Symposium, les chiffres du Monde, France S.A, 1991, p. 85.

cette époque<sup>672</sup>, ces derniers n'ont pu connaître un essor politique, et ce, en raison de la faiblesse de la structuration et de la capacité des forces d'opposition démocratique<sup>673</sup> à capter ces mouvements sociaux. Lilian Mathieu, considère que c'est la réussite d'un groupe organisé autour de revendications qui amène un autre groupe à se mobiliser. Autrement dit, le succès d'une mobilisation peut être interprété comme un contexte favorable, ou plus exactement une « fenêtre d'opportunité » à ne pas manquer<sup>674</sup>. Mais paradoxalement, il semble que dans notre cas d'étude, il s'avère que c'est l'échec des autres mouvements sociaux à se mobiliser contre le régime politique en place, qui a poussé la mouvance islamique à tenter de se positionner comme un acteur politique dominant, et à s'imposer comme un interlocuteur incontournable pour le pouvoir politique. Cette faiblesse du bloc d'opposition démocratique a fini par empêcher l'émergence d'une véritable société civile qui serait dotée de médiations affranchies vis-à-vis des cercles du pouvoir<sup>675</sup>. Certes, la mouvance islamique n'a pas été l'initiatrice des premiers mouvements sociaux enclenchés par les différents groupements d'ouvriers ou les mouvements de revendication berbéristes<sup>676</sup>. En revanche, elle semblait plus efficace sur le terrain de la captation des mouvements sociaux. À notre sens, cette efficacité tient grandement dans les moyens logistiques qu'elle a pu accumuler à travers son contrôle des « mosquées libres » et les associations qu'elle a constituées, ces dernières étant très souvent organiquement liées aux premières. Comme le soulignait Lahouari Addi, il n'y avait pas de meilleurs endroits que les mosquées<sup>677</sup>, pour dénoncer les dérives du système<sup>678</sup>. En effet, à la fin des années 1980, diverses rumeurs sur des affaires de corruption ainsi que des détournements de fonds publics ont été relayés par des prêches que des imams très actifs ont animés dans des quartiers populaires. Ces imams étaient considérés par les fidèles venus de plus en plus nombreux les écouter, comme des figures courageuses dénonciatrices des dérives du régime politique gangrené de l'intérieur par des luttes de clans<sup>679</sup>.

<sup>672</sup> Ali El-Kenz, « Algérie : les enjeux d'une crise », op.cit.

<sup>673</sup> À cette époque les forces politiques d'opposition les plus connues étaient incarnées par le FFS (Front des forces socialistes), le PAGES (*Parti de l'avant-garde socialiste*), le MDA (Mouvement démocratique algérien) et la mouvance islamique sous ses différentes tendances.

<sup>674</sup> Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, op.cit, p. 72.

<sup>675</sup> Benjamin Stora, « Conflits et champs politiques en Algérie », *Politique étrangère* 60, n° 2 (1995): 329-342.

<sup>676</sup> Au sujet des revendications ouvrières et berbéristes, voir : Khadija Abada, « la crise économique et la mobilisation en octobre 1988 », in Saout et Rollinde, *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, pp. 243- 253 et Yacine Tassadit, « l'enjeu de la revendication linguistique berbère », in *Algérie: Comprendre la crise* (Éditions Complexe, 1996), pp. 155- 166.

<sup>677</sup> Une place importante sera réservée dans la deuxième partie de ce travail, au rôle qu'ont tenu les mosquées dans la stratégie de la mouvance islamique radicale en Algérie.

<sup>678</sup> Lahouari ADDI, de la permanence du populisme algérien, op.cit.

<sup>679</sup> Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993 : la démocratie confisquée ? », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992), 29-60.

La deuxième structure d'opportunité concerne la crise que connaissait le régime politique algérien depuis la mort du président Boumediene et la venue de Chadli Bendjedid. En effet, si l'on veut comprendre l'émergence du FIS en tant que force politique incontournable, il faut aussi revenir à la dynamique qui animait le régime politique algérien tout au long de la décennie des années 1980. Comme l'ont fait remarquer M.S. Darviche et W. Genieys, évoquer les régimes politiques c'est aussi parler des acteurs individuels et collectifs qui font que la manière de gouverner un pays se maintient, se renforce, évolue, ou s'écroule<sup>680</sup>. L'intérêt que nous accordons au jeu des acteurs, repose sur ce que M. Dobry présente comme « *un déplacement de l'intérêt vers ce qui se joue dans les processus de crise eux-mêmes aux dépens d'une attention trop exclusivement accordée aux seules « causes », « conditions » et autres déterminants des crises, censés tout expliquer (...)* »<sup>681</sup>. Cette démarche consiste à s'intéresser de plus près aux mobilisations et aux échanges de coups entre les acteurs politiques, qui font que la crise s'auto-entretient pour un certain temps. À propos du cas algérien, P. R. Baduel avait remarquablement analysé le jeu des acteurs politiques en replaçant les événements d'octobre 1988 dans la partie des coups qui se jouent, notamment entre deux camps au cœur du pouvoir (réformateurs et conservateurs), et qui selon lui, ont été à l'origine des émeutes et n'ont pas été jusqu'à ce moment-là des acteurs apparents (à la différence des jeunes émeutiers qui sont sortis dans les rues). Pourtant, même si ces acteurs se situaient au cœur du pouvoir et non pas en dehors, ils ne se sont pas montrés capables d'anticiper les coups d'un autre acteur situé cette fois-ci en dehors du régime politique, autrement dit un « intrus » (en l'occurrence le FIS), qui finira par récupérer les mobilisations et les conduire vers une autre trajectoire historique<sup>682</sup>.

Edward Shils a certainement été l'un des auteurs qui ont le plus souligné le fait que même les régimes politiques les plus autoritaires où le pouvoir politique semble émaner d'un parti unique, font toujours face à des problèmes d'opposition au même titre que les régimes de type démocratique<sup>683</sup>. Cette logique n'a pas fait exception dans le cas algérien dans la mesure

---

<sup>680</sup> Mohammad-Saïd Darviche et William Genieys, *Penser les régimes politiques avec Juan J. Linz (Broché)* (Éditions L'Harmattan, 2008), p. 10.

<sup>681</sup> Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie* 24, n° 3 (1983), 395-419.

<sup>682</sup> Pierre-Robert Baduel, « Editorial : L'impasse algérienne de la transition démocratique », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, n° 1 (1992), 7-19.

<sup>683</sup> Edward Shils, « Opposition in the New States of Asia and Africa », *Government and Opposition* 1, n° 2 (1966), 175-204.

où, au-delà des oppositions extrêmes<sup>684</sup> auxquelles le pouvoir politique en Algérie faisait face, celui-ci était aussi divisé de l'intérieur ; car même au sein de ses rouages, les réformateurs<sup>685</sup> s'opposaient aux conservateurs<sup>686</sup>. Le conflit qui a opposé ces deux tendances autour de l'ouverture du champ politique, ne manquera pas de provoquer un bouleversement dans les positions de chaque protagoniste sur l'échiquier du pouvoir politique. Ce qui va déboucher sur une aggravation de la crise politique que connaissait le pays depuis la mort du président Boumediene<sup>687</sup>.

La concurrence entre réformateurs et conservateurs s'est accentuée depuis 1985, année où les débats sur l'amendement de la charte nationale avaient commencé. On assista alors à une vive opposition entre le camp présidentiel favorable à de profonds amendements, et le camp des conservateurs proches de la direction du parti FLN. C'est alors que la présidence a effectué une série de réformes<sup>688</sup> sans passer par l'accord du FLN, et ce, malgré le rôle politique que ce dernier avait pu conserver jusque-là.

P.R. Baduel soutenait que ce coup de force réalisé par la présidence ne pouvait rester sans suite, car le FLN allait mobiliser ses troupes et faire en sorte que le peuple exerce un arbitrage sur ce conflit<sup>689</sup>. Néanmoins, on peut tout à fait supposer aussi, que le cercle des réformateurs proche du président Chadli a tout autant pu être enclin à recourir à l'arbitrage de la rue, afin de mettre fin aux multiples blocages pratiqués contre les réformes politiques et économiques. C'est justement sur ce point que se focalise toute l'attention de certains titres de presse et de médias algériens jusqu'à nos jours, pour expliquer l'origine du déclenchement des

---

<sup>684</sup> Extrêmes ; dans le sens où celles-ci souhaitaient d'une manière ou d'une autre, le renversement du régime politique en place.

<sup>685</sup> Soutenus par la présidence et son cercle immédiat.

<sup>686</sup> Soutenus principalement par le parti au pouvoir et une grande partie de l'armée.

<sup>687</sup> La mort du président Boumediene en 1978 marqua le début d'une lutte autour de sa succession. Cette lutte a conduit dans un premier temps — par des transactions entre différentes factions de l'armée, mais aussi entre celles-ci et le FLN — au choix d'un successeur à Houari Boumediene, en l'occurrence Chadli Bendjedid. Les années qui ont suivi l'arrivée de Chadli à la présidence ont ensuite marqué la montée en force d'un groupe de réformateurs mobilisés autour du président. Ces derniers ont tenté de limiter l'emprise de l'armée et de la tendance conservatrice au sein du parti FLN sur la gestion des affaires de l'État. Ceci ne manquera pas de susciter à nouveau, un conflit latent entre les différentes factions au pouvoir autour de la consolidation de leurs positions respectives au sein du système politique algérien. Voir : Bernard Cubertafond, « L'Algérie du président Chadli », *Politique étrangère* 46, n° 1 (1981), 151-162. Voir aussi : Pierre-Robert Baduel, « Editorial : L'impasse algérienne de la transition démocratique » op.cit.

<sup>688</sup> Même si l'essentiel des réformes touchaient en premier lieu le secteur économique (notamment en matière de décentralisation et de désétatisation, en vue d'accélérer la privatisation), certaines d'entre-elles étaient liées à la vie politique et sociale du pays, on pense notamment aux réformes liées au projet de loi sur les associations en tous genres (1987), y compris celles en rapport avec les droits de l'homme. Pour plus de détails, voir : Ahmed Dahmani, *L'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes 1980-1997*, (L'Harmattan, 1999), p. 111-158.

<sup>689</sup> Pierre-Robert Baduel, « Editorial : L'impasse algérienne de la transition démocratique », op.cit.

émeutes de 1988, en apportant une attention particulière à la propagation rapide d'une rumeur que l'on attribue systématiquement, soit à la présidence soit au conservateur au sein du parti FLN.

Cette rumeur - sur laquelle il n'est pas de notre ressort ici de polémiquer-, concernait l'idée de l'organisation d'une grève générale. Cette idée a été considérée comme étant le détonateur qui a déclenché les émeutes d'octobre 1988. Quant aux informations concernant son origine, elles faisaient état de manipulations venant soit du cercle de la présidence<sup>690</sup>, soit du FLN<sup>691</sup>, soit de la sécurité militaire<sup>692</sup> qui demeurent jusqu'à nos jours invérifiables. En revanche, la tournure qu'ont prise les émeutes, a propulsé la mouvance islamique au-devant de la scène politique, et ce, dès les premiers jours des événements.

En fait, dès le début des émeutes, les leaders de l'islamisme s'étaient déjà proposés comme des intermédiaires à travers la création d'une multitude de cellules de crise pour établir le dialogue entre les manifestants et le pouvoir. Il est important de rappeler qu'au moment où se sont déclenchées ces émeutes, le paysage social et culturel algérien connaissait l'émergence d'une intelligentsia très attachée aux idées de l'islam politique. Cette intelligentsia était formée d'enseignants et d'étudiants dont le discours ne cessait de gagner en considération dans les milieux des quartiers populaires. Face à cette intelligentsia, l'État algérien s'est montré incapable de proposer un discours religieux fiable et légitime qui aurait émané d'instances religieuses qui lui étaient loyales, comme ce fut le cas en Égypte par exemple<sup>693</sup>.

<sup>690</sup> Jusqu'à nos jours, certains médias algériens et français font le relais d'une information faisant état de l'implication de la présidence dans le déclenchement de ces émeutes. La raison serait liée à la volonté des réformateurs de se débarrasser des opposants conservateurs opposés à leurs réformes. Cela devait passer par l'arbitrage du conflit par le peuple. Sur ce point, voir : documentaire réalisé par Malik Ait Aoudia et Séverine Labat, « Algérie, autopsie d'une tragédie », avec l'association de France 3 et France 5, premier épisode : « chronique d'une guerre annoncée 1988-1992 ».

<sup>691</sup> Comme l'a signalé R Baduel (voir plus haut), le FLN aurait très bien pu aussi recourir à l'arbitrage du peuple, à partir du moment où le président Chadli avait commencé à le tenir à l'écart lors de la prise de certaines décisions politiques. Fawzi Rouzeik est allé dans la même direction, en soutenant que des émeutes déclenchées dans un tel contexte ne pouvaient s'expliquer que par le fait que l'on ait voulu empêcher le président Chadli d'embrasser un troisième mandat. Voir : Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993 : la démocratie confisquée ? », op.cit.

<sup>692</sup> Le limogeage du Général Lakehel-Ayat, directeur central de l'un des deux organes de la sécurité militaire, la D.G.P.S (Délégation Générale de la Prévention et de la Sécurité), fut perçu par la presse algérienne comme une sanction infligée par la présidence à ce général, car celui-ci n'aurait pas su contrôler une partie de ses services qui auraient fomenté des provocations contre des émeutiers en usant d'armes à feu et en pratiquant la torture. Voir notamment : l'entretien avec Lakehel-Ayat, réalisé par Sid Ahmed Semiane, "octobre, ils parlent", Éditions Le Matin, 1998, pp 127-134, publié sur le site de Alegria Watch, lien : <http://www.algeria-watch.org/farticle/88/88lakehal.htm>, dernière consultation : 03/03/2013

<sup>693</sup> Dans Jihad, expansion et déclin de l'islamisme, Gilles Kepel fournit l'exemple du président Mubarak qui avait su s'assurer du soutien des principaux dignitaires d'Al Azhar pour mettre les responsables de l'assassinat du président Sadate devant leur contradiction en matière de charia musulmane. Selon Kepel, ceci a

Profitant de ce vide religieux institutionnel, les activistes de l'islam politique ont donc su au lendemain du début des émeutes d'octobre 1988, capter le mécontentement des jeunes émeutiers, en s'appuyant sur le travail de terrain effectué par les étudiants, les enseignants et surtout, les prédicateurs qui ont pu transformer en l'espace de quelques mois seulement, les petits cercles fidèles construits autour d'eux, en un mouvement de masse favorable à l'édification d'un État islamique<sup>694</sup>.

Le général Lakhel Ayat n'avait probablement pas tort lorsqu'il a soutenu que le président Chadli avait tout à fait conscience de l'influence que pouvaient avoir les leaders de la mouvance islamique algérienne sur la rue : « *Le président était en contact avec les islamistes par l'intermédiaire du ministre des Affaires religieuses, M. Boualem Baki. Celui-ci se trouvait en contact avec cheikh Sahnoun. Le président a autorisé Abassi Madani à lancer un appel au calme, à la mosquée el-Koursi de Bélcourt. Ce dernier a refusé de le faire et a cédé la place à cheikh Sahnoun [...] Le président était réellement convaincu que les islamistes avaient un ascendant sur la rue. Il pensait agir en bon père de famille* »<sup>695</sup>.

Dès le départ, les militants de l'islam politique ne semblaient pas du tout à l'écart des manifestations d'octobre 1988. En effet, comme le confiait Ahmed Merrani<sup>696</sup> dans une interview récente accordée au journal algérien Ech-Chourouk, Ali Benhadj et Abassi Madani réfléchissaient déjà sur la manière de gérer le mécontentement des manifestants et de l'encadrer politiquement : « *de 1962 à 1988, les militants de l'islamisme étaient occupés par la prédication, ils n'adoptaient pas les méthodes de contournement et de manipulation tant connues chez les communistes. Il est vrai qu'ils n'ont pas du tout prédit les événements d'octobre 1988. En revanche, ils n'ont pas tardé à interagir avec ces événements, chacun selon sa propre conception. Ainsi, le cheikh Ali Benhadj a songé à organiser une marche à Bélcourt ( quartier d'Alger centre), quant au cheikh Abassi Madani, il a plutôt pensé à mener une désobéissance civile tant que l'occasion le lui permettait ; il a préparé un communiqué très virulent de 14 points que j'ai moi-même édité. Lorsque je l'ai lu, je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre, alors je l'ai*

---

considérablement limité la portée de l'islamisme radical au sein d'une population éprise de respect pour les docteurs de la charia. Voir : Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* op.cit, p 263.

<sup>694</sup> Ibid., p. 364.

<sup>695</sup> Entretien avec Lakhel Ayat, in Ahmed Semiane, *Octobre: ils parlent*, op.cit. pp. 127-134.

<sup>696</sup> Ahmed Merrani est un ancien haut dirigeant du FIS, membre du conseil consultatif (Majliss Al Choura).

déchiré à ce moment-là. Mais il a quand même fini par le lire lors d'une prière du vendredi dans l'enceinte d'une mosquée »<sup>697</sup>.

Cela dit, pour ces leaders de la mouvance islamique, il ne s'agissait nullement de se joindre aux actes de pillages et de destructions commis par certains émeutiers, mais d'offrir une alternative en matière d'action collective qui soit conçue dans un cadre organisé et pacifié. Ceci afin de se hisser à un statut d'interlocuteur incontournable vis-à-vis du pouvoir en place. Ce n'est donc pas étonnant comme le soulignait Gilles Kepel, que le pouvoir les ait consacrés comme des interlocuteurs exclusifs durant les événements d'octobre<sup>698</sup>.

Alors que le Cheikh Sahnoun (âgé alors de 81 ans) contacté par les autorités algériennes avait échoué à calmer les jeunes émeutiers déchaînés, la nouvelle génération de prédicateurs tels que Ali Benhadj et Hachemi Sahnouni (tout deux de tendance salafiste) semblait avoir bien plus d'échos auprès de ces jeunes. De notre point de vue, ces prédicateurs qui ambitionnaient d'entrer dans le jeu des acteurs politiques, ne pouvaient se projeter dans une posture d'intermédiaires, sans pouvoir prétendre offrir une plus-value politique au pouvoir algérien, en l'occurrence, la stabilisation de la situation par l'apaisement des esprits, et la canalisation de la violence que l'État semblait avoir du mal à réguler. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la mouvance islamique avait selon nous tout intérêt à se présenter comme un interlocuteur politique et social fiable, capable de résoudre une situation de crise grave, plutôt que de s'engouffrer dans un bras de force avec l'État, dont leur propre survie devait dépendre. C'est en tout cas ce qui ressort des différentes déclarations et discours émanant d'anciens dirigeants du FIS<sup>699</sup>.

On sait désormais par exemple que le tristement célèbre épisode des « martyrs de Bab El Oued » (Bab El Oued Chouhada<sup>700</sup>) dans lequel des dizaines de jeunes sont tombés sous les

---

<sup>697</sup>Entretien avec Ahmed Merrani, in journal arabophone Ech-Chourouk, propos recueillis par Mohamed Yakoubi, décembre 2012. Traduction de l'arabe.

<sup>698</sup> Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, op.cit, p. 264.

<sup>699</sup> À titre d'exemple, dans un des prêches prononcés par Ali Belhadj datant de juin 1989 (enregistrement dont nous disposons), ce dernier exhortait le pouvoir politique à s'associer aux « sages religieux », afin d'apprendre à gouverner la société par les préceptes de l'islam. Un discours qui ne semblait pas tant (du moins en apparence) remettre en cause la légitimité du pouvoir que la façon dont celui-ci gouvernait.

<sup>700</sup> L'expression « Bab el Oued el Chouhada » reste jusqu'à nos jours, un refrain scandé par de nombreux jeunes algériens. Dans les stades de football, il n'est pas rare de les entendre chanter ce refrain, en mémoire des dizaines de « jeunes martyrs » tombés sous les balles des forces de l'ordre dans les rues de Bab el Oued.

balles des forces de l'ordre le 10 octobre 1988<sup>701</sup>, relève purement d'une bavure de ces dernières (que le pouvoir reconnaît de nos jours), et non pas d'une marche incontrôlable qui aurait viré à l'émeute. D'autant plus que l'on sait depuis peu, que la marche qui était censée être à l'origine de cette bavure, et qui devait être organisée par Ali Benhadj en ce fameux 10 octobre, a été annulée<sup>702</sup>.

Mais en plus, contrairement à ce qui a été très souvent avancé, Benhadj n'était pas présent sur les lieux pour la conduire<sup>703</sup> à l'inverse de ce qu'a affirmé le général Khaled Nezzar dans ses mémoires<sup>704</sup>. Il semble donc que durant la crise violente qui a caractérisé cette séquence historique (octobre 1988), les leaders salafistes ont opté pour des décisions rationnelles mesurant les avantages et les risques encourus en cas de mobilisation.

L'enjeu ici était essentiellement de canaliser les émeutes anarchiques dans des marches organisées et pacifiques et de relayer les revendications des jeunes manifestants en y incluant les revendications propres à la mouvance islamique, notamment celle en rapport avec la nécessité de l'application de la Charia par le pouvoir. Cette posture peut être aisément perçue à travers l'appel lancé par Ali Benhadj à partir de la mosquée Al Sounna (9 octobre) concernant l'organisation de la fameuse marche prévue le 10 octobre 1988 : *«Le peuple s'est révolté, et les prédicateurs de l'islam sont venus apporter leur soutien dans les mosquées, le peuple est venu en majorité écouter les paroles de l'islam concernant cette révolte. Les prédicateurs avaient exigé il y a bien longtemps que les canaux de discussions soient ouverts et que le pouvoir vienne débattre de ses*

---

<sup>701</sup>Pour Martin Evans et John Phillips, ces jeunes n'étaient désormais plus intimidés par l'histoire de leurs parents (lutte de libération nationale) parce qu'ils avaient eux-mêmes écrit une nouvelle page de l'histoire en y inscrivant leurs héros morts en martyrs en d'octobre 1988. Voir : Martin Evans et John Phillips, *Algeria: Anger of the Dispossessed* (Yale University Press, 2007), p 142.

<sup>702</sup> Selon Hachemi Sahnouni, l'annulation est survenue du fait qu'il s'est avéré difficile de contrôler la marche sans la présence charismatique et indispensable de Ali Benhadj. Alors que ce dernier avait lancé la veille un appel pour la tenue de cette marche, il s'était absenté pour le jour de sa tenue, invoquant des raisons de santé. En présence des deux prédicateurs salafistes Ahmed Sahnoun et Hachemi Sahnouni, Mohamed Saïd (futur membre du FIS) a annoncé l'annulation de la marche et ordonné la dispersion des fidèles. Voir entretien avec Hachemi Sahnouni, in *Journal arabophone Ech-Chourouk*, propos recueillis par Mohamed Yakoubi, le 7 janvier 2013. Voir aussi : entretien avec Kamal Guemazi, in *Journal Arabophone Ech-Chourouk*, propos recueillis par Mohamed Yakoubi, le 20 janvier 2013.

<sup>703</sup> En effet, des témoignages récents (2012 et 2013) émanant d'anciens leaders du FIS (comme Guemazi et Sahnouni), démontrent que, contrairement à certaines informations relayées par des organes de presse et repris par certains auteurs, Ali Benhadj n'a pas été à la tête de cette manifestation. Gilles Kepel a soutenu par exemple que Benhadj avait lui-même conduit personnellement la manifestation du 10 octobre 1988 : Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, op.cit, p 264. Quant à Séverine Labat, elle a avancé que Benhadj avait fait un appel à la manifestation le 10 octobre, depuis la mosquée Kaboul (à Bélcourt). Or, à l'exception des allégations du général Khaled Nezzar (celui qui fut chargé de mener la répression), tous les témoignages concordent dans le même sens, en l'occurrence, que Ali Benhadj n'était pas présent ce jour-là, ni dans la mosquée, ni dans ses environs.

<sup>704</sup> Khaled Nezzar, *Mémoires du général Khaled Nezzar* (Chihab, 2000).

solutions, et nous des nôtres, car c'est cela que notre religion impose. Celle-ci consacre les libertés publiques et bien d'autres libertés (...) nous leur avons dit : si vous appliquez le livre d'Allah, et les paroles du prophète nous serons avec vous (...) »<sup>705</sup>.

#### Encadré 10

##### Rappel chronologique : les leaders de l'islamisme au cœur des événements d'octobre 1988<sup>706</sup>

**Le 4 octobre** : des émeutes spontanées ont éclaté dans la soirée. Elles ont pris pour cibles les grandes surfaces marchandes de l'État (les Souk El Falah), à Bab El Oued, Bach Djerah, Bab Ezzouar (Alger). Les heurts ont duré jusqu'à l'aube. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

**Le 5 octobre** : les émeutes se propagent à d'autres quartiers de la capitale (Bouzariah, BD Pasteur, Mohamed V, Ben Aknoun, El Biar, Hussein Dey, Bélcourt, Kouba, Place du premier mai, Ruisseau...etc). Cette fois-ci les émeutiers s'en prennent aussi à tout les symboles de l'État (Ministère de la Jeunesse et des Sports, les locaux du parti unique au pouvoir, les commissariats de police... etc.). Plusieurs morts sont déjà signalés.

**Le 6 octobre** : les autorités déclarent l'État de siège et un couvre-feu qui débute à 22 h et qui prend fin à 6 h du matin.

**Le 7 octobre** : Ali Belhdj, Kamal Nour et Hachmi Sahnouni font une déclaration à la mosquée Al Sounna de Bab El Oued (Alger). Ils ont insisté sur la nécessité de garder le calme et de recourir à des méthodes de revendications légales (au sens juridique et au sens de la charia) et « conscientes » afin d'éviter les dérapages. Le même jour, ils furent reçus par des représentants du pouvoir<sup>707</sup> dans l'enceinte de la direction générale de la sécurité nationale (DGSN).

**Le 9 octobre** : Ali Benhadj fait un discours à la mosquée Al Sounna de Bab El Oued (Alger), il énumère une série de revendications qui sont : l'annulation du couvre-feu, l'arrêt des coups de feu sur les manifestants, l'arrêt des actes de saccage et de vandalisme émanant des émeutiers, et enfin, la libération des manifestants arrêtés depuis le 5 octobre<sup>708</sup>. Il annonce aussi l'organisation le 10 octobre d'un rassemblement devant la mosquée Salaheddine de Bélcourt (Alger). Il exige une rencontre avec le président de la République ou un envoyé spécial de la présidence, et ce, pour lui faire part des « revendications de la rue ».

**Le 10 octobre** : pour cause d'absence de Ali Benhdj (pour des raisons de santé), mais aussi en raison du contexte très tendu qui prévaut dans les rues d'Alger, Hachemi Sahnouni, Mohamed Said et Ahmed Sahnoun décident d'annuler le rassemblement et ordonnent une dispersion dans le calme. Mais sur le chemin du retour, des coups de

<sup>705</sup> Ali Benhadj, enregistrement audio : discours tenu à la mosquée Al Sounna le 09 octobre 1988.

<sup>706</sup> Pour une chronologie plus étendue : voir notamment : Bertrand Benoît, *Le syndrome algérien: l'imaginaire de la politique algérienne de la France* (Editions L'Harmattan, 1995) et احمدية عياشي: الإسلاميون الجزائريون بين السلطة والرصاص دار الحكمة الجزائر 1991 traduc : Hmida Layachi, *Les islamistes algériens entre le pouvoir et les balles*, (éd Dar Al Hikma, Alger 1991). Voir aussi Séverine Labat, *Les islamistes algériens, entre les urnes et le maquis*, op.cit. et Abdelhamid Boumezbar et Azine Djamila, *L'islamisme algérien : de la genèse au terrorisme*, op.cit.

<sup>707</sup> Il s'agissait selon Hachemi Sahnouni, de trois officiers de l'armée dont un général. Voir entretien avec Hechemi Sahnouni, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit. Traduction de l'arabe.

<sup>708</sup> Enregistrement audio du discours de Ali Benhadj à la mosquée de Ibn Badis datant du 9 octobre 1988. Traduction de l'arabe.